

QUALIFIÉES DE PERLE
INEXPLORÉE PAR LE JOURNAL
BRITANNIQUE
"THE SUN"
**Les potentialités
touristiques de
l'Algérie mises en
avant**

P 16

UN PROTOCOLE D'ACCORD SIGNÉ ENTRE SONAREM
ET PR KARIM ZAGHIB

L'industrie du lithium prend forme

L'Algérie pourrait bien devenir un acteur majeur de l'industrie mondiale du lithium, un métal essentiel au développement des énergies renouvelables et des technologies de stockage d'énergie. Forte de ses importantes réserves naturelles et de son engagement affirmé dans la transition énergétique, l'Algérie se positionne désormais pour exploiter pleinement le potentiel de cette ressource stratégique. P 3



GESTION HYDRIQUE
ET ADAPTATION
AUX CHANGEMENTS
ENVIRONNEMENTAUX

**Plaidoyer pour des
solutions innovantes**

Les participants à une rencontre internationale ouverte vendredi soir à l'université Mohamed-Tahri de Béchar (UTMB) ont plaidé pour l'adoption de solutions innovantes et durables en matière de gestion des ressources hydriques et d'adaptation aux changements environnementaux.

P 2

IMPORTATION ET
DISTRIBUTION DES MOUTONS
DE L'AÏD

**Adoption d'un plan
opérationnel**



Les préparatifs pour la réception des moutons de l'Aïd se poursuivent. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Chorfa, a présidé hier une réunion du Comité national chargé de cette importante opération d'importation d'un million de moutons et de l'encadrement de leur distribution.

P 5

LA CONCEPTION
DE LA PREMIÈRE PUCE
ÉLECTRONIQUE FINALISÉE

**Un tournant
technologique majeur
pour l'Algérie**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé hier l'achèvement de la conception de la première puce électronique destinée aux cartes électroniques, fruit du travail de chercheurs du Centre de Développement des Technologies Avancées (CDTA).

P 3

SAIDAL
**Naili Saâd-Eddine
Yahia nommé
nouveau Pdg** P 2

ELEVAGE/ENSA
**Une bergerie intelligente
pour la race ovine
«El Hamra»** P 3

EN PRÉVISION
DE LA SAISON ESTIVALE 2025
**Lancement de la formule
«hébergement chez
l'habitant» à Oran** P 16

SAIDAL

**Naïli Saâd-Eddine
Yahia nommé
nouveau Pdg**

Par M. A.

Le groupe pharmaceutique public Soidal a procédé à un changement à sa direction. Naïli Saâd-Eddine Yahia a été nommé nouveau directeur général, en remplacement d'Abdelouahab Ghrites, à l'issue d'une réunion du conseil d'administration, a annoncé ce samedi le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué.

Titulaire d'un doctorat en médecine obtenu à l'Université d'Alger, M. Naïli possède également un MBA en marketing et distribution délivré par l'Université de la Sorbonne. Ce double cursus témoigne de compétences solides, à la fois scientifiques et managériales. Fort d'une expérience de plus de 25 ans dans l'industrie pharmaceutique, acquise aussi bien dans le secteur public que privé, le nouveau dirigeant est considéré comme un professionnel aguerri. Son profil semble particulièrement adapté pour accompagner les ambitions de développement de ce fleuron de la pharmacie algérienne. Cette nomination intervient dans un contexte où les pouvoirs publics entendent renforcer la production nationale de médicaments et réduire la dépendance vis-à-vis des importations, en misant sur le potentiel stratégique de groupes comme Soidal.

ORAN

**Fin de l'installation
des équipements à la
station de Cap Blanc**

Les travaux d'installation des nouveaux équipements techniques à la station de pompage d'eau de l'usine de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc (ORAN) ont été achevés avec succès, dans la soirée de vendredi, indique un communiqué de la Société de l'eau et de l'assainissement "SEOR". La finalisation d'installation ont permis la reprise de l'approvisionnement en eau potable dans la partie ouest de la wilaya d'Oran, après trois jours de perturbations, a-t-on précisé. Le service de la station de pompage a repris normalement et la Seor a entamé la distribution progressive de l'eau dans les zones touchées par la perturbation, à partir de vendredi soir, a-t-on fait savoir, ajoutant que les perturbations de l'approvisionnement en eau potable avait concerné les daïras de Boutlelis, Aïn El-Turck et la localité d'Aïn El Beïda, ainsi que les quartiers ouest de la ville d'Oran.

GESTION HYDRIQUE ET ADAPTATION
AUX CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Plaidoyer pour des solutions innovantes

Les participants à une rencontre internationale ouverte vendredi soir à l'université Mohamed-Tahri de Béchar (UTMB) ont plaidé pour l'adoption de solutions innovantes et durables en matière de gestion des ressources hydriques et d'adaptation aux changements environnementaux.

Par S R.

Pour les participants, dont des chercheurs, experts et cadres centraux, cette rencontre qui s'est tenue sous le thème «les ressources en eau les changements environnementaux», représente une opportunité d'explorer des solutions innovantes et durables pour la gestion des ressources hydriques et l'adaptation aux changements environnementaux. Elle offre un cadre propice à la mobilisation collective et au renforcement de la coopération entre les différentes parties prenantes, ont-ils souligné. Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de la recherche scientifique et technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Bouhicha, a annoncé la création d'un réseau national thématique dédié à la recherche scientifique sur l'eau, visant à consolider la stratégie nationale pour la sécurité hydrique. Il a également réaffirmé l'engagement de son secteur à optimiser la gestion des ressources et à soutenir les efforts nationaux face aux changements climatiques.

De son côté, le représentant du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mohamed Mouali, a rappelé l'adoption par l'Algérie d'un Plan national pour l'exercice 2020-2030, avec pour objectif une réduction de 22 % des émissions de gaz à effet de serre (GES). Ce plan, a-t-il poursuivi, intègre des mesures d'adaptation aux impacts climatiques et de préservation du développement durable. Le



ministère de l'Hydraulique a participé aux travaux du colloque international sur les ressources en eau et les changements environnementaux, organisé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Dans un communiqué, le ministère a indiqué que « la tenue de ce colloque intervient dans un contexte marqué par de profonds bouleversements environnementaux, notamment la sécheresse, les inondations soudaines, et les dégâts importants qui en résultent, sans oublier la pollution de l'environnement ». Cette rencontre de quatre jours comprendra un riche programme de conférences-débats, avec la participation, des autorités locales, des cadres des secteurs de l'Hydraulique, de l'Environnement, des représentants de plusieurs organismes, de représentations diploma-

tiques (Japon, Tunisie, Koweït, Arabie Saoudite) et d'institutions internationales, à l'instar de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie. Initiée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en coordination avec l'UTMB, cette rencontre a pour objectif de promouvoir un dialogue scientifique entre universitaires, experts nationaux et internationaux, et acteurs des secteurs de l'Hydraulique et de l'Environnement, tout en offrant une plateforme d'échanges pour améliorer la gestion durable de l'eau et s'adapter aux changements environnementaux., notamment dans le Sud-ouest du pays, selon les organisateurs.

COMMUNES DE LA DAÏRA D'ACHÂACHA (MOSTAGANEM)

430 millions DA pour des projets de développement

Les quatre communes de la daïra d'Achâacha, à l'Est de la wilaya de Mostaganem, ont bénéficié de projets de développement pour l'année budgétaire en cours, d'un montant global de 430 millions de dinars, a-t-on appris, samedi, auprès de la wilaya. Selon la même source, ces opérations de développement, au nombre de 17 et touchant plusieurs secteurs, concernent les communes d'Achâacha, Nekmaria, Ouled Boughanem et Kheddara, dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social des com-

munes pour l'exercice 2025. A ce titre, la commune d'Achâacha a bénéficié de cinq opérations d'un montant de 158 millions DA, portant sur l'entretien des routes au centre-ville, la réhabilitation des routes dans les villages d'Ouled El Hadj Belkacem, Ouled El Hadj El Fassi, Ouled Belmadi, Kheraza et Ouled Mabrouk, ainsi que l'extension des réseaux d'assainissement à Ouled Tahar, Beni Zerarra, El Hamaza et Ouled Yahia. Ces projets incluent également le renouvellement du point de déversement final du centre-ville et de l'agglomération se-

condaire de Chorfa, l'extension des réseaux au village Ouled Brahim, ainsi qu'un vaste programme de modernisation de l'éclairage public, ajoute la même source. La commune avoisinante de Kheddara a aussi bénéficié d'un programme similaire (5 opérations) d'une valeur de 95 millions de dinars, portant sur la réhabilitation des routes du chef-lieu, l'aménagement du centre culturel, la réalisation d'un système d'éclairage public, la rénovation du siège de l'APC et l'extension du point de déversement final vers le village de Rahmania.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN PROTOCOLE D'ACCORD SIGNÉ ENTRE SONAREM ET PR KARIM ZAGHIB

L'industrie du lithium prend forme

L'Algérie pourrait bien devenir un acteur majeur de l'industrie mondiale du lithium, un métal essentiel au développement des énergies renouvelables et des technologies de stockage d'énergie. Forte de ses importantes réserves naturelles et de son engagement affirmé dans la transition énergétique, l'Algérie se positionne désormais pour exploiter pleinement le potentiel de cette ressource stratégique.

Par Réda Hadi

Après avoir longtemps choisi de ne pas exploiter cette filière, afin de la préserver pour les générations futures, le pays franchit une nouvelle étape en concluant récemment la signature d'un protocole d'accord entre le groupe Sonarem et le professeur Karim Zaghib, expert international en batteries au lithium.

Sous la supervision du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab, un protocole d'accord a été signé ce jour au siège du ministère, entre l'Office National de la Recherche Géologique et Minière (ORGM), représentant le groupe Sonarem, et le professeur Karim Zaghib, expert international dans le domaine des batteries au lithium-fer-phosphate (LFP) et du stockage de l'énergie. C'est sous l'impulsion du chercheur algérien de renommée internationale, le professeur Karim Zaghib, qui a été reçu par le président Tebboune, que le gouvernement a engagé un plan d'envergure à l'effet d'explorer et valoriser les gisements du Grand Sud, développer une filière locale de production de batteries et accompagner la transition énergétique nationale.

Les premières opérations de prospection menées l'année dernière dans les wilayas de Tamanrasset et In Guezzam ont confirmé la présence d'indications significatives de lithium, aux côtés d'autres ressources stratégiques, telles que le

tungstène, le niobium ou le tantale.

Aussi, lors de cette cérémonie de signature, étaient présents Karima Tafer, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des Mines, de M. Noureddine Yassa, secrétaire d'État chargé des Énergies Renouvelables, du PDG de Sonarem, M. Belkacem Soltani, ainsi que de plusieurs cadres du secteur. Ce protocole vise à établir un cadre de coopération scientifique et technique entre les deux parties pour la concrétisation d'un projet stratégique intégré, allant de la valorisation des ressources minières nationales (lithium, fer et phosphate), à la fabrication locale de cellules de batteries LFP, en passant par les étapes de transformation chimique, et ce, conformément aux normes internationales.

Le projet se décline en quatre étapes majeures : « La création d'une unité dédiée à la gestion du projet lithium ; le lancement d'un partenariat technique direct avec le professeur Zaghib via un contrat de consultance précisant les missions, les objectifs et le calendrier de mise en œuvre ; La réalisation d'études de faisabilité technique, économique et environnementale des différentes composantes du projet, y compris les unités de traitement du phosphate extrait de la mine de Djebel Onk, dans la wilaya de Tébessa ; Le passage à la phase industrielle de fabrication des matériaux actifs, en particulier les cathodes LiFePO₄ (LFP), ainsi que le développement d'une chaîne de valeur autour des batteries, tout en valorisant les sous-produits et en respectant les

normes environnementales ».

À cette occasion, le ministre d'État a affirmé que cet accord reflète la volonté de l'État de bâtir une industrie nationale fondée sur le savoir et la maîtrise technologique, à travers des partenariats stratégiques avec les compétences algériennes de la diaspora. Il a souligné que ce projet s'inscrit pleinement dans la vision gouvernementale pour l'atteinte de la souveraineté énergétique et la transition vers une économie verte et durable.

De son côté, le professeur Karim Zaghib a exprimé sa fierté de contribuer à cette initiative nationale ambitieuse, réaffirmant son engagement total à accompagner l'Algérie grâce à son expertise de plus de 30 ans dans le domaine du stockage de l'énergie.

Il a également souligné l'importance de l'investissement dans la formation et le développement d'un tissu industriel compétitif à l'échelle régionale et internationale.

Le PDG du groupe Sonarem, M. Belkacem Soltani, a quant à lui considéré que cette entente représente une étape décisive vers la construction d'une base industrielle nationale dédiée à la fabrication de batteries, depuis l'exploitation des ressources minières jusqu'à la production de solutions technologiques finales. Il a réaffirmé le soutien total du groupe à toutes les phases de ce projet stratégique, en mobilisant les moyens humains et logistiques nécessaires, et en consolidant les synergies avec les partenaires industriels.

LA CONCEPTION DE LA PREMIÈRE PUCE ÉLECTRONIQUE FINALISÉE
Un tournant technologique majeur pour l'Algérie

Par S.R.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé hier l'achèvement de la conception de la première puce électronique destinée aux cartes électroniques, fruit du travail de chercheurs du Centre de Développement des Technologies Avancées (CDTA).

Lors de sa visite au siège du CDTA à Alger, le ministre a précisé que « l'engagement concernant la conception de ces puces électroniques a été concrétisé grâce à une équipe de chercheurs ayant réussi à concevoir une puce d'un millimètre carré, utilisant une technologie de haute précision ». Il a rappelé que le laboratoire de conception de ces puces avait été inauguré en décembre dernier. Concernant le lancement de la production locale de ces composants, le ministre a indiqué que la fabrication industrielle devrait débuter d'ici deux ans, soulignant que la maîtrise de la conception représente déjà en soi une valeur ajoutée importante pour l'économie nationale, notamment grâce à la disponibilité de compétences humaines spécialisées dans ce domaine stratégique. À cette occasion, le ministre a également inauguré la filiale du centre baptisée « Cidetia Expertise », et a visité la plateforme de fabrication de précision. Par ailleurs, le ministre a présidé la signature d'une convention entre le CDTA et la Société d'automatisation des transactions interbancaires (SATIB), visant à sécuriser le réseau national de paiement électronique, comme l'a précisé le directeur du centre, M. Mohamed Tiraiche. Une deuxième convention a également été signée entre le CDTA et l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE). Cet accord a pour objectif de fournir un cadre de coopération technique et technologique pour le développement des composants électroniques, notamment dans le domaine de la fabrication de transistors.

L'ALGÉRIE SE PRÉPARE AU LANCEMENT DE SIX PROJETS STRATÉGIQUES

Vers une souveraineté énergétique durable

Par Mourad A.

Face aux défis énergétiques mondiaux et aux mutations géopolitiques, l'Algérie engage une profonde transformation de son secteur énergétique. Guidée par une vision ambitieuse, elle déploie une stratégie à long terme fondée sur l'optimisation de ses ressources naturelles, l'accélération de la transition énergétique et le renforcement de sa position sur la scène énergétique internationale, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». À l'occasion du salon « Med Energy » à Ravenne, en Italie, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté les grandes lignes de cette nouvelle feuille de route. Celle-ci repose sur trois piliers essentiels : accroître la production nationale, sécuriser l'approvisionnement énergétique et réduire l'empreinte carbone du pays. Une stratégie qui prend tout son sens dans un contexte de demande crois-

sante, notamment de la part des partenaires européens en quête de sources d'énergie fiables et durables. Au cœur de cette vision se trouvent six projets stratégiques, qui visent à assurer une souveraineté énergétique durable tout en renforçant l'intégration régionale. L'Algérie envisage de relier son réseau électrique à ceux de pays voisins tels que la Libye, l'Égypte, la Mauritanie et plusieurs États du Sahel. L'objectif est double : garantir la sécurité énergétique régionale et exporter les excédents de production. Des études techniques et économiques sont actuellement en cours pour définir les modalités de mise en œuvre de ce projet. Dans un contexte de forte pression européenne pour remplacer les approvisionnements russes, l'Algérie entend porter sa production gazière à 200 milliards de mètres cubes par an d'ici cinq ans. Menée par Sonatrach, cette démarche passe par une intensification des activités d'exploration dans le Sud, le déve-

loppement des gisements existants, ainsi que la modernisation des infrastructures de transport. La transition énergétique constitue un autre axe majeur. L'Algérie ambitionne d'intégrer 30 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique à l'horizon 2035. Pour ce faire, un vaste programme solaire a été lancé, avec une capacité cible de 15 000 MW, dont 3 200 MW sont déjà en cours de réalisation depuis 2024, répartis sur 20 sites dans 13 wilayas. Ce virage vers le vert vise à réduire la dépendance aux hydrocarbures tout en stimulant l'emploi et l'investissement. Dans la même logique, l'Algérie développe le projet « SouthH2 Corridor », destiné à exporter jusqu'à 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an vers l'Europe, en passant par l'Italie et l'Autriche. Ce corridor permettra de valoriser les atouts naturels du pays tout en respectant les normes environnementales internationales. Un autre projet d'envergure est en préparation : la

construction d'un câble électrique sous-marin entre l'Algérie et l'Italie, pour l'exportation d'électricité verte. Une convention a été signée avec le groupe italien Eni afin de lancer les études de faisabilité. Ce projet traduit la volonté de l'Algérie de s'imposer comme un fournisseur clé dans le domaine des énergies propres. Enfin, le projet du gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger est remis au centre des discussions régionales. Long de plus de 4 000 kilomètres, il permettrait d'acheminer entre 20 et 30 milliards de mètres cubes de gaz par an vers l'Europe. Malgré le retrait des bailleurs chinois, qui finançaient 85 % du projet, l'Algérie reste pleinement engagée. Le quatrième comité ministériel s'est tenu à Alger en février dernier, et la société britannique Penspen a été mandatée pour réaliser l'étude de faisabilité. Les trois pays concernés se sont accordés sur un partage équitable des coûts d'actualisation.

WILAYA D'ALGER

Extinction d'un incendie à proximité du Port d'Alger, aucun dégât humain à déplorer

Les services de la Protection civile ont éteint un incendie qui s'est déclaré dans l'enceinte d'une entreprise située à proximité du Port d'Alger sans faire de dégâts humains, a-t-on appris samedi auprès des services de la Protection civile. Dans une déclaration à l'APS, le sous-directeur des statistiques et de l'information à la Direction générale de la Protection civile, le Commandant Nassim Bernaoui, a indiqué que les éléments de la Protection civile sont intervenus vendredi soir vers 20h40 suite au déclenchement d'un incendie dans l'enceinte d'une entreprise située à proximité du Port d'Alger dans la commune d'Alger Centre, précisant que l'incendie a été maîtrisé vers 21h15 sans qu'aucun dégât humain ne soit enregistré. L'opération a mobilisé neuf camions anti-incendie, une échelle aérienne et une ambulance, a ajouté le Commandant Bernaoui.

CHU D'ORAN

36 interventions chirurgicales par laser pour des pathologies proctologiques

Trente-six (36) interventions chirurgicales par laser ont été réalisées pour le traitement mini invasif de pathologies proctologiques au Centre hospitalier universitaire (CHU) d'Oran Dr. Benzerdjeb, a-t-on appris de cet établissement hospitalier. L'équipe médicale et paramédicale du service de chirurgie générale "A" du pavillon "14" a effectué, depuis le début de l'année en cours, 36 interventions chirurgicales relatives au traitement mini invasif des pathologies proctologiques par technique laser. Ces opérations ont été effectuées par une équipe médicale et paramédicale du CHU d'Oran, dirigée par Dr. Ramach du service de chirurgie générale "A" présidé par Pr. Belkroubi Khadija, a expliqué la même source. Ces interventions chirurgicales sont les premières du genre réalisées dans les hôpitaux publics à travers le pays, car un patient souffrant de maladies proctologiques nécessite une approche précise et efficace pour un déroulement sans douleur de la chirurgie, grâce à la technique laser. En outre, cette technique est également utilisée dans le traitement de plusieurs autres pathologies, telles que les varices, les fistules ou d'autres maladies, qui étaient auparavant traitées par chirurgies lourdes et douloureuses, a-t-on noté.

GESTION DES SERVICES MÉDICAUX DES NOUVEAUX HÔPITAUX

Le ministre Saihi prône un système structuré en réseau pluridisciplinaire

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi a présidé une réunion, au siège de son département ministériel, pour examiner l'état d'avancement des travaux de réalisation et d'aménagement des nouveaux établissements de santé, devant être ouverts l'été prochain, prônant un système de gestion des services médicaux de ces nouveaux hôpitaux structuré en réseau pluridisciplinaire, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère. "Dans le cadre des démarches de l'Etat algérien visant à renforcer le système de santé et à améliorer la qualité des soins

prodigés aux citoyens, le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi a présidé une réunion importante au siège du ministère, en présence de cadres de l'administration centrale, pour examiner l'état d'avancement des travaux de réalisation et d'aménagement des nouveaux établissements de santé, dont la mise en service est prévue le 5 juillet 2025, à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance". A l'entame de la réunion, un exposé exhaustif a été présenté sur le nombre des nouveaux hôpitaux et structures de santé en cours d'équipement en maté-

riels médicaux et techniques modernes, outre leur dotation en ressources humaines, afin d'accueillir les patients dans les meilleures conditions et leur fournir des soins de qualité". Cette opération vise à "rapprocher les services de santé du citoyen et à éviter le déplacement des malades vers d'autres wilayas, et ce à travers l'ouverture de nouveaux hôpitaux dans l'ensemble du territoire national, en prenant en compte les spécificités et les besoins de chaque région et en assurant des services médicaux spécialisés nécessaires à la population", selon le communiqué.

SOUS LE THÈME : « CONCEVOIR LA SOCIÉTÉ DU FUTUR POUR NOS VIES »

L'Algérie participe à l'Exposition universelle Osaka-Kansai 2025 au Japon

L'Algérie prendra part à l'Exposition universelle Osaka-Kansai 2025, qui s'ouvrira officiellement ce dimanche et se poursuivra jusqu'au 13 octobre 2025, sous le thème : « Concevoir la société du futur pour nos vies ». Cette participation stratégique se déroule sous la supervision du commissaire de la participation algérienne, M. Abdellah Bougandoura, avec la contribution active de plusieurs ministères et institutions nationales. Elle s'accompagnera également d'un programme artistique et culturel riche, destiné à mettre en valeur le visage

civilisationnel, culturel et économique de l'Algérie. Le pavillon algérien accueillera une variété d'activités et d'événements, dont des expositions thématiques couvrant plusieurs secteurs : Affaires étrangères, Intérieur et Collectivités locales, Énergie, Culture et Arts, Poste et Télécommunications, Industrie et Industrie pharmaceutique, Agriculture, Habitat, Commerce, Transports, Tourisme et Artisanat, Santé, Ressources en eau et Environnement. Des conférences et rencontres seront également organisées afin d'explorer les opportunités d'investissement et de partenariat avec les acteurs économiques présents. Le programme comprendra en outre des spectacles culturels et artistiques

animés par des troupes algériennes venues des quatre coins du pays, illustrant la richesse et la diversité du patrimoine national. L'Expo Osaka 2025 s'annonce comme l'un des grands événements mondiaux, avec plus de 28 millions de visiteurs et de participants attendus du monde entier, offrant à l'Algérie une opportunité précieuse de renforcer sa présence internationale et de nouer de nouveaux partenariats dans divers domaines. À noter que l'Algérie a déjà marqué sa présence dans plusieurs expositions universelles et internationales : Montréal 1967, Osaka 1970, Séville 1992, Lisbonne 1998, Saragosse 2008, Shanghai 2010, Yeosu 2012, Milan 2015, Astana 2017 et Dubaï 2020.

**ACCIDENTS DE LA ROUTE
14 morts et 529 blessés en 48 heures**

Quatorze (14) personnes sont décédées et 529 autres ont été blessées dans 416 accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tiaret avec deux décès et trois blessés, suite au dérapage d'un véhicule léger, qui a percuté un pont, dans la commune d'Ain Kermes. Par ailleurs, les équipes de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 13 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage à Batna, Constantine, Naama et Sétif. Les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers au niveau d'Alger, Blida et Tipaza, selon la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Avril 2025

Produits	Prix du détail DA / Kg			المنتجات	
	متوسط Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا
	Tomate	98	110	85	الطماطم
	Oignon sec	68	75	61	البصل الجاف
	Ail sec	647	721	572	الثوم الجاف
	Carotte	76	86	67	الجزر
	Navet	101	112	90	لفت
	Choux fleur	109	119	99	قرنبيط
	Choux	99	108	89	الكرب
	Courgette	99	111	87	الكوسة
	Haricot vert	288	315	261	الفاصولياء الخضراء
Laitue	105	117	93	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال
	Citron	110	135	85	الليمون
	Pomme locale	543	673	413	التفاح المحلي
	Datte	540	676	403	التمر
Banane	557	580	534	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1775	1909	1641	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	382	393	371	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Cloûture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,90	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	50122	70 170 800,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,05	3,04	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CIPA	2 200,00	2300,00	+4,55	4,55	1,33	12,10	5,43	291700	670 910 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,69	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-7,11	2,03	-	0	0,00

IMPORTATION ET DISTRIBUTION DES MOUTONS DE L'AÏD

Adoption d'un plan opérationnel

Les préparatifs pour la réception des moutons de l'Aïd se poursuivent. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Chorfa, a présidé hier une réunion du Comité national chargé de cette importante opération d'importation d'un million de moutons et de l'encadrement de leur distribution.

Par Selma R

Lors de cette rencontre, un plan préliminaire de gestion de l'opération a été présenté, allant de l'arrivée des navires transportant les troupeaux dans les ports spécialement aménagés, jusqu'à leur mise en vente directe aux citoyens à travers les différentes wilayas du pays, a annoncé le ministre dans un communiqué. Ont pris part à cette réunion de coordination les secrétaires généraux des secteurs concernés (Intérieur et Collectivités locales, Finances, Agriculture, Transport, Travail, Industrie et Commerce), ainsi que des représentants de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, des Douanes, en plus des directeurs des services agricoles des wilayas d'Alger, Blida, Bouira et Boumerdès, ainsi que des directeurs des entreprises économiques impliquées dans l'opération.

Les membres du comité ont examiné le plan opérationnel détaillé, incluant le calendrier d'importation et d'entrée des troupeaux, les conditions d'accueil dans les ports, leur transport vers les sites de quarantaine, puis leur distribution vers les points de vente identifiés par les services des wilayas, tout en assurant un suivi sanitaire et sécuritaire par les organismes habilités.

À cet effet, le ministre a donné des instructions pour la mise en place d'un comité technique restreint composé de représentants de tous les secteurs concernés, chargé de déterminer la répartition des quotas de moutons par wilaya, les modalités d'organisation des points de vente, ainsi que la date de lancement de la vente des moutons aux citoyens. Selon le secrétaire général du ministère des Transports, Djemel Eddine Abdelghani Dridi, la réception des moutons importés à l'occasion de l'Aïd El-Adha aura lieu, fin mai prochain, appelant les responsables des ports à prendre



toutes les mesures pour que tout se déroule bien. Pour accélérer l'acheminement des têtes de moutons, Dridi a précisé que six ports commerciaux seront opérationnels 24 heures sur 24, sept jours sur sept, afin de réduire le temps de séjour des navires et d'optimiser les coûts liés à l'importation. «Cela contribuera à une meilleure efficacité des ports et à une réduction des coûts supplémentaires pour les autorités portuaires», avait expliqué début avril de puis la wilaya de Jijel. Il est à rappeler que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, le lancement d'une consultation internationale en vue d'importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha. A ce propos, le Chef de l'Etat avait ordonné «l'élaboration d'un cahier des charges pour lan-

cer, dans les plus brefs délais, une consultation internationale avec des pays ayant une capacité d'approvisionnement, pour importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha», en veillant à ce que ce cahier des charges prévoit un prix plafond.

L'Etat prendra en charge l'importation via ses établissements et organismes spécialisés dans la filière, a-t-il affirmé, ordonnant de collaborer avec des coopératives publiques spécialisées, au niveau des wilayas, pour la vente des moutons, en coordination avec les instances et établissements habilités à la commercialisation, selon la même source. En outre, le président de la République a enjoint d'autoriser la vente par l'intermédiaire des services sociaux au sein des établissements et entreprises, lesquels doivent assurer la distribution et la coordination avec les partenaires sociaux.

ELEVAGE/ENSA

Une bergerie intelligente pour la race ovine «El Hamra»

Par R E.

L'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA) a lancé une bergerie high-tech à Alger, dédiée à la préservation de la race ovine "El Hamra" et à l'expérimentation de nouvelles technologies de suivi sanitaire du cheptel, a-t-on appris auprès de l'établissement. Installée à proximité du département de production animale de l'Ecole, cette structure accueille actuellement plus d'une cinquantaine de têtes (béliers, brebis et agneaux) de la race "El Hamra", fournis par l'Institut d'élevage de Saïda, partenaire historique dans la préservation de cette race menacée, a indiqué à l'APS le chef du département, Dr Mohamed Khalil Ghazlane. La bergerie, fruit d'un partenariat entre l'ENSA et la start-up Pro-

Checker, spécialisée dans les technologies d'identification animale, est dotée d'un système de gestion numérique basé sur des puces électroniques. Celles-ci permettent une identification individuelle de chaque bête et enregistrent des données sur l'âge, les antécédents sanitaires, la croissance et la généalogie. "Ce système intelligent vise avant tout à améliorer le suivi sanitaire du troupeau en permettant des interventions précoces en cas de problème", a expliqué Dr Ghazlane, ajoutant que la géolocalisation intégrée permet aussi de cartographier la répartition de cette race autochtone. Le projet s'inscrit dans une démarche plus large de préservation génétique. "L'objectif est de constituer un registre généalogique de la race +El Hamra+, en collaboration avec les autorités agricoles, pour

faciliter sa conservation dans les régions où elle est historiquement présente, telles que Saïda, Machria, Naâma, Sidi Bel Abbès ou le sud de Tlemcen", a-t-il précisé. Pour encourager les éleveurs à maintenir la pureté de la race, Dr Ghazlane a suggéré la mise en place de primes financières, estimant que "ces incitations sont nécessaires pour éviter les croisements non maîtrisés et préserver la biodiversité ovine nationale".

Numérisation et sécurité du cheptel

La technologie déployée par Pro-Checker pourrait aussi bénéficier à d'autres races locales, comme "Ouled Djellal", "Rambi" ou "Tazegzawt". Elle permet notamment un suivi rigoureux de la santé animale et une traçabilité complète, a indiqué Bilal Loubar,

directeur de la start-up. "En cas de détection de maladie à l'abattoir, le système permet de retracer l'origine de l'animal et de réagir rapidement pour éviter toute propagation", a-t-il expliqué. Les puces électroniques permettent également de lutter contre le vol de bétail. "Lors de contrôles, les forces de l'ordre peuvent identifier les animaux et vérifier leur provenance, ainsi que l'identité du propriétaire", a-t-il ajouté. M. Loubar a plaidé pour l'adoption d'un cadre législatif plus strict, notamment l'obligation d'identifier les animaux dès la naissance, à l'image de pays comme la Nouvelle-Zélande, le Canada ou le Brésil. "La numérisation bien encadrée peut révolutionner la gestion du cheptel en Algérie et améliorer la productivité de la filière viande rouge", a-t-il conclu.

PRÉVENTION DES INCENDIES DE FORÊTS À ANNABA

Aménagement et ouverture de 40 km de pistes forestières en prévision de l'été

Par R E.

Une opération portant sur l'aménagement et l'ouverture de 40 km de pistes forestières vient d'être lancée dans la wilaya d'Annaba dans le cadre des mesures de prévention des incendies de forêt en prévision de l'été 2025, a-t-on appris, samedi, auprès de la conservation des forêts. Le responsable de la cellule de communication de cette conservation, Mohamed Boussis, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que les actions prévues dans ce cadre concernent les forêts de Chetaibi, d'Oued El Aneb, d'El Hadjar, de Cherfa, d'El Eulma et de Bouguentas. Il s'agit-là, selon le même responsable, d'opérations importantes qui contribueront à assurer l'efficacité du système de prévention ainsi que les interventions d'extinction des feux de forêts éventuels, et à contrôler la gestion des espaces forestiers et, ainsi, protéger leurs richesses. Des campagnes de sensibilisation seront également lancées dans la même optique, ciblant principalement les habitants des zones proches des espaces forestiers qui constituent, selon M. Boussis, des partenaires essentiels du plan de prévention des incendies. D'autre part, l'effectif des travailleurs forestiers saisonniers sera renforcé par 35 éléments devant être recrutés à la faveur d'une dotation spéciale puisée du budget de la wilaya, a encore précisé la même source qui a ajouté que le dispositif de vigilance, de prévention et de lutte contre les incendies de forêts est composé, dans la wilaya d'Annaba, de 2 postes avancés à Seraïdi et Cherfa, d'une colonne mobile totalisant 8 véhicules anti-incendie et 7 équipes mobiles, en plus de plusieurs points de captage d'eau. Pour rappel, les forêts de la wilaya d'Annaba, qui couvrent une superficie de plus de 74.000 hectares constituées de chênes-liège, de hêtres, de pins sauvages et de pins d'Alep, sont réparties à travers les communes de Seraïdi, d'El Eulma, d'Oued El Aneb et de Chetaibi.

EL TARF

74 millions DA pour l'aménagement de 19 plages en prévision de la saison estivale

Les services de la wilaya d'El Tarf ont dégagé une enveloppe financière de 74 millions DA pour l'aménagement de 19 plages de plusieurs communes côtières dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2025, apprend-on jeudi des mêmes services. Selon la même source, cette enveloppe a été dégagée au titre de "la stratégie globale d'amélioration des infrastructures de base touristiques et de mise en place de conditions favorables à l'accueil des estivants surtout que la wilaya d'El Tarf représente une des importantes destinations touristiques de l'Est algérien au regard de sa biodiversité, ses forêts et ses plages aux eaux limpides". Les travaux ainsi programmés portent sur "l'aménagement des pistes desservant les plages, des parkings, la rénovation de l'éclairage public en plus d'actions de nettoyage et de dotation des plages de moyens de sécurité", a précisé la même source. L'aménagement des plages s'inscrit également dans le cadre du développement du tourisme, le renforcement de l'attractivité du littoral et l'appui de l'économie local, ont assuré les mêmes services qui ont relevé que la saison estivale est une opportunité pour générer de centaines d'emplois temporaires pour les jeunes à travers de multiples services assurés aux visiteurs. Les autorités locales œuvrent par cette initiative à promouvoir l'image touristique de la wilaya et attirer un plus grand nombre de visiteurs de l'intérieur et de l'extérieur du pays après le renforcement de l'offre en hébergement hôtelier au cours des dernières années, a-t-on indiqué.

GUELMA

Plantation de tomates industrielles sur une superficie de 3.600 hectares

La campagne de plantation de tomates industrielles, en cours dans la wilaya de Guelma au titre de la campagne agricole 2024-2025, vise à planter une superficie totale de 3.600 hectares, soit une "augmentation significative" par rapport à la saison précédente, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

L'inspecteur phytosanitaire de la DSA, Imed Ferrah a indiqué à l'APS, en marge d'une journée de sensibilisation sur "la maîtrise des techniques de la culture de la tomate industrielle" organisée dans une exploitation privée de la commune de Boumahra-Ahmed, que les superficies plantées sont "susceptibles de dépasser l'objectif fixé au regard des indicateurs positifs observés, cette saison, sur le terrain et des conditions climatiques favorables". M. Ferrah a ajouté que les superficies plantées depuis le début de la campagne de plantation de tomates industrielles, en mars dernier, est de l'ordre d'environ 3.000 hectares, "en attendant l'entame de la mise en terre dans les régions ouest et sud de la wilaya où la plantation

commence, généralement, en retard en raison de la nature du terrain dans ces zones, à savoir les communes d'Oued Zenati, d'Ain Makhoulouf, d'Ain Reggada et de Tamlouka". Selon la même source, les superficies à planter cette saison "renforcent la position de la wilaya de Guelma s'agissant de la filière de la tomate", et représentent une "augmentation relative" des superficies plantées comparativement à la dernière saison agricole au cours de laquelle 3.380 hectares avaient été plantés. L'accroissement des surfaces vouées à cette culture stratégique "aura une répercussion directe sur l'augmentation attendue de la production de tomates industrielles au cours de la présente campagne, améliorant ainsi les résultats obtenus au cours de la dernière

campagne qui s'était soldée par une production de 3 millions de quintaux avec un rendement de 950 quintaux par hectare", a encore indiqué l'inspecteur phytosanitaire. La journée de sensibilisation s'est déroulée en présence d'agriculteurs et de représentants d'organismes et d'organisations professionnelles activant dans cette filière, tels que la chambre de l'agriculture et le bureau local de l'Union nationale des paysans algériens. Plusieurs interventions ont été consacrées aux aspects du parcours technique requis par cette filière agricole, en plus d'expériences de terrain au sein de l'exploitation agricole qui a abrité la journée et qui couvre 65 hectares dont 30 hectares sont plantés en tomates industrielles.

TIARET

Lancement d'une caravane médicale au profit des habitants de la commune de Sidi Hosni

Une caravane médicale de solidarité a été lancée, vendredi, au profit des habitants de la commune de Sidi Hosni (Tiaret), à l'initiative du Comité national du Croissant Rouge algérien (CRA), a-t-on constaté. Cette caravane, de deux jours, proposera des consultations médicales aux malades, avec diagnostics et fournitures de médicaments. Les cas urgents seront pris en charge dans

l'un des quatre établissements hospitaliers participant à cette initiative, a indiqué à l'APS le président de la Commission de la santé du Bureau national du CRA, Mohamed Mehdi Belaouar, en marge de la cérémonie de lancement qui a eu lieu devant le siège de la wilaya et supervisée par le wali de Tiaret Saïd Khelil. Le convoi est composée de 24 médecins spécialistes dans dix spé-

cialités, dont les pneumopathies, la dermatologie, la cardiologie, l'ophtalmologie, la santé maternelle et infantile, la pédiatrie et la chirurgie pédiatrique, entre autres, en plus de médecins généraliste des établissements hospitalo-universitaires d'Oran, d'Alger, de Sidi Bel Abbès et de Blida. M. Belaouar a souligné que le Croissant Rouge algérien Commission de la santé met en œuvre un programme an-

nuel qui comporte plusieurs caravanes de santé mensuelles au profit des habitants des wilayas intérieures et du sud, soulignant que la prochaine destination en mai sera la wilaya de Chlef, en plus de l'organisation de campagnes régulières de don de sang et de distribution de matériel médical et de médicaments aux malades.

GHARDAÏA/LUTTE ANTIACRIDIEUNE

Plaidoyer pour une coordination de tous les partenaires

Les participants à une journée d'information et de sensibilisation sur la préparation à la lutte antiacridienne dans la wilaya de Ghardaïa ont plaidé jeudi pour une mobilisation et le renforcement de la coordination de tous les partenaires afin de mettre en œuvre une stratégie préventive et des mécanismes efficaces de lutte. Les participants ont été unanimes à souligner la nécessité d'explorer, d'identifier et de

recenser l'ensemble des aspects logistiques et organisationnels locaux nécessaires pour faire face et anticiper toute menace d'invasion acridienne. Ils ont préconisé, outre la réactivation du dispositif de veille et de surveillance contre toute infiltration et incursion du criquet pèlerin, son renforcement par des agents spécialisés de l'Agriculture, des Forêts, de l'Institut national de protection des végétaux (INPV) et de la

Protection civile. Des opérations de prospection sur le terrain sont menées quotidiennement par des spécialistes de l'INPV ainsi que les agriculteurs, a indiqué un représentant de la Direction des services agricoles (DSA) qui préconise de fédérer les efforts de surveillance et de motiver les agents pour lutter efficacement en cas d'apparition éventuelle d'essaïms de criquets. Les participants ont également appelé à l'utilisation

par les services compétents des techniques de système d'information géographique (SIG) et des données de télédétection pour la détection des essaïms. Organisée par les services de la DSA, en collaboration avec la station de l'INPV de Ghardaïa, cette journée de sensibilisation, qui a regroupé l'ensemble des partenaires, a pour objectif d'évaluer les moyens mis en œuvre pour lutter contre les criquets en cas d'invasion

et d'alerter la population sur les risques de consommation des criquets, pulvérisés avec des pesticides toxiques. Aucune infestation de criquets n'a été constatée jusque-là sur le territoire de la wilaya de Ghardaïa, mais les mesures préventives ont été prises, notamment la mise en activité des cellules de veille et le lancement des prospecteurs sur le terrain, a-t-on fait savoir.

MASCARA

Près de 300 vendeurs informels transférés dans des espaces commerciaux aménagés

Près de 300 vendeurs informels ont bénéficié, jeudi, d'espaces commerciaux aménagés dans la ville de Mascara, a indiqué la cellule de communication des services de la wilaya. La même source a précisé à l'APS que cette opération, mise en œuvre par les autorités de la wilaya en coordination avec les services de la commune de Mascara et ceux de la Sûreté de wilaya sous la supervision du wali Fouad Aïssi, a ciblé "près de 300 vendeurs de fruits et légumes, de téléphones portables et de vêtements, exerçant auparavant au niveau du site

communément appelé "Trig El Oued", au centre-ville. Ces commerçants ont été réinstallés au niveau du marché couvert de fruits et légumes aménagé sur la route du village de "Slatna", ainsi que dans des espaces commerciaux situés dans le quartier "El Argoub" à Mascara, a-t-on fait savoir de même source. Ces vendeurs informels ont été recensés par les services de la commune en coordination avec la direction du Commerce intérieur, de la Régulation du marché et les services de la wilaya, signale-t-on. L'objectif de cette opération est d'élimi-

ner les points noirs et les activités commerciales anarchiques, "ce qui permettra de réduire les embouteillages causés par cette situation, tout en offrant aux commerçants informels l'opportunité d'exercer leur activité de manière légale et organisée", a-t-on expliqué de même source. Cette démarche s'inscrit également dans le cadre d'un programme établi par les autorités de la wilaya visant à éradiquer le phénomène du commerce informel et illégal, notamment dans les grandes agglomérations de la wilaya. Parallèlement à l'opération de transfert des

vendeurs, une vaste campagne de nettoyage de la rue "Trig El Oued" a été lancée par l'Etablissement public de wilaya chargé de la propreté et de la collecte des déchets "EPIC-Proprec" et les services de la commune de Mascara. Les autorités de la wilaya envisagent également, prochainement, de mener des opérations similaires de transfert des vendeurs informels dans les villes de Mohammadia, Tighennif et Sig, dans le cadre de leurs efforts visant à éradiquer ce phénomène au niveau de la wilaya, note-on.

Ce qu'il en est de ce qu'il en est dit

La pensée se fait langue et la langue se fait pensée. Pour penser le monde nous fabriquons une langue pour nous le dire. La langue se structure dans la pensée du monde et se fixe progressivement.

3^e partie et fin

Par Derguini Arezki (*)

« **L**e cœur a ses raisons que la raison ignore » disait Pascal dans ses Pensées. Singulier qui voudrait, mais ne peut se soumettre le pluriel. Les sentiments ont leur raison, leur intention et leur évolution que la confrontation révèle. Et le cœur ne trouve pas ses raisons seulement en lui-même, il est des préférences qui lui sont révélées. Les sentiments ont de bonnes raisons comme de mauvaises qui se révèlent plutôt qu'elles ne s'affichent, qui changent même de nature. La raison qui veut les connaître les découvre dans leurs effets, dans leur contexte. La raison qui les ignore veut les dissoudre et les désincarner.

Croyances solides et dialogue avec le monde

Les croyances sont mises à l'épreuve par le monde. Lesquelles, comme un roc, résisteront à l'assaut des flux d'information qui les submergent et se déversent sur chacun aujourd'hui ? Ceux qui trop ouverts et pas suffisamment fermés, avaient l'habitude de confier leurs croyances à autrui, à un journal, à un leader ou un spécialiste sont bien maltraités en ces temps déboussolés. Trop d'informations contradictoires. Ils ne savent plus à quelle source d'information, à quel spécialiste s'en tenir. Ils ne savent plus à quel saint se vouer. Seuls ceux aux croyances solides peuvent s'en remettre à leur expérience, peuvent soumettre les pratiques discursives aux pratiques non discursives, laisser passer l'accessoire et retenir l'essentiel. Dans l'expérience, les sentiments se donnent leurs raisons. Que faut-il entendre par croyances solides ? Une machine de traitement de l'information efficace, qui ne se laisse pas déborder, aux algorithmes pertinents ou simplement des croyances à l'oreille dure qui ne veulent rien entendre ? Et une information, des algorithmes pour quoi faire ? Des machines humaines et non humaines qui transforment quoi en quoi ? Qui se complètent ou bien des machines non humaines qui donnent la puissance aux uns et enfonce dans la jouissance de la consommation et décervellent les autres ? Qui séparent le ciel et la terre, transforment celle-ci en poubelle ? Les croyances solides sont celles qui se trouvent au cœur de toute expérience pertinente, la font vivre et respirer l'harmonie. Comment croire vraiment si l'on n'est pas en mesure de tenir les tenants et les aboutissants d'une expérience réussie ? Toutes les expériences ne se valent pas, certaines sont de divertissement, font perdre précisément ce qu'il ne s'agit pas de perdre : le rapport au monde. Le pain, le vin et le cirque : dis-



tractions de l'Empire romain. Survivre dans le monde d'aujourd'hui et de demain : combat des dragons asiatiques. Penser aujourd'hui est vital, mais cela est-il à la portée de tous ? Pas du tout fait des individus, ni de tout collectif ni de toute puissance privée ou publique ? Une société qui ne dispose pas d'une puissante machine de traitement de l'information ne peut pas fabriquer une opinion publique ? Non, chacun peut penser, participer d'une pensée collective. Penser pour soi et par soi n'est pas penser le monde pour ce qu'il est, mais de ce que nous faisons du monde et de ce qu'il nous fait, du dialogue que nous avons avec lui. Un monde qui nous répond bien ou mal, qui va sans nous ou avec nous, confortable ou inconfortable. Or, cela est à la portée de chacun qui connaît sa place, qui connaît la demeure qu'il veut habiter, le vent qui l'emporte. Une société qui n'est pas armée de convictions profondes ne peut se passer d'une opinion publique fabriquée dans laquelle se réfugier. Les convictions profondes viennent de ce qu'elles tiennent du savoir de notre rapport au monde, de ce que le rapport au monde et le savoir se renforcent. Ce que j'apprends du monde me conforte dans ce que je sais,

dans ce que je crois savoir. Si ce que j'apprends me détrompe, me déstabilise, je ne croirais plus savoir. Ce que je crois savoir, je ne le dois pas qu'à moi-même, mais à ma culture, au milieu qui me porte. Si celui-ci se porte bien, j'adopte ses croyances qui sont vite confirmées, je n'ai pas besoin de les interroger. Elles marchent, cela me suffit. Mais au fur à mesure que mon expérience s'étend, mes croyances ont plus à faire, elles s'étendent à de nouveaux domaines où elles s'éprouvent, se corrigent et se précisent. Dès lors qu'elles ne marchent pas, je commence à les interroger. Il me faudra probablement mettre de nouveau l'ordre, remettre de la cohérence dans mes croyances et mes pratiques. Si je suis honnête avec moi-même, mes comptes ne me tromperont pas, je trouverai alors aisément sur quoi pouvoir me reposer. Mais si je tiens mal mes comptes, il sera plus facile de ne pas en tenir compte, il sera préférable de s'en débarrasser en adoptant une nouvelle comptabilité, comme si l'on pouvait remettre ses comptes à zéro. Les idéologies qui ont tout réglé d'avance, ont moins de services à offrir, peuvent resurgir et servir d'idéologies de combat aux mauvais sentiments.

En guise de conclusion

La langue n'est pas un simple outil de communication. En elle se fixent nos habitudes de penser par lesquelles nous pensons nos conduites. Elles comprennent nos premiers automatismes qui comprendront ceux qui les prolongeront pour former l'automate que nous sommes. Les automatismes qui s'ignorent ne peuvent se régler aux autres automatismes. Des automatismes complètement (dé)réglés ne peuvent de ce fait penser. La langue est un champ de forces où s'affrontent des habitudes pour nous servir ou nous desservir. Les langues dominantes colonisent les esprits qu'elles formatent, mais aussi les corps en étouffant les sentiments des dominés, elles détruisent leur capacité à ressentir. Les mouvements de libération inventent des langues incarnées (cris, chants, tatouages) pour échapper à l'abstraction et au diktat des discours dominants. Les sentiments partagés (douleur, colère, dignité) sont au cœur de la résistance. Les institutions académiques postcoloniales reproduisent les dichotomies occidentales (théorie/pratique) qui minent la capacité de penser et annihilent l'énergie des sentiments populaires. Elles sont comme des "fantômes" de la pensée occidentale, incapables de produire un savoir ancré dans les réalités locales.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

Notes

[1] Voir les travaux du philosophe François Jullien.

[2] J'utilise cette opposition de pratiques discursives et non discursives de préférence à celle des substantifs de discours et de réel, ou objet de discours. Elles me permettent de dépasser la dichotomie théorie pratique et de supposer un rapport continu (et discontinu) des pratiques sociales. Elles ne font pas référence immédiate aux notions de Michel Foucault et de son analyse du discours.

MAURITANIE

Rencontre entre
acteurs
économiques
tchèques et
mauritaniens

La salle de réunion de l'Union nationale du Patronat Mauritanien a abrité une rencontre entre plusieurs acteurs économiques de la République tchèque et leurs homologues mauritaniens, dans le cadre des activités de la visite du Président tchèque en Mauritanie.

Dans son discours d'ouverture, le Président de l'Union nationale du Patronat mauritanien, M. Mohamed Zeine El AbidineOuld Cheikh Ahmed, a souligné l'importance de cette rencontre pour le secteur privé mauritanien et son intérêt pour le développement du partenariat avec la Confédération de l'Industrie de la République tchèque.

Pour M. Zeine El AbidineOuld Cheikh Ahmed, « L'Union nationale du Patronat mauritanien souhaite que ce partenariat se développe rapidement entre les deux institutions opérant dans les deux pays aux capacités et aux potentialités prometteuses. La Mauritanie dispose d'un potentiel important dans les domaines de l'énergie (notamment le gaz, le solaire, l'éolien et l'hydrogène vert), de l'agriculture et de l'industrie. Notre pays est un point de rencontre naturel entre l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb, ce qui en fait un lieu stratégique pour le commerce et l'investissement ».

Le Président de la Fédération a souligné l'intérêt personnel et continu de Son Excellence le Président de la République pour la stimulation de l'investissement dans notre pays, qui se manifeste clairement par sa présidence active chaque année- au Conseil supérieur de l'investissement. Ce geste politique fort traduit une volonté claire, au plus haut niveau de l'État, de faire de l'investissement, tant local qu'étranger, un levier stratégique du développement économique.

TARIFS DOUANIERS AMÉRICAINS

Trump impose des prélèvements
de 10% aux pays du CCG

Les pays du Conseil de coopération du Golfe seront soumis à des droits de douane américains de 10% dans le cadre de la nouvelle politique commerciale de Donald Trump, qui vise à remédier à ce qu'il appelle des pratiques déloyales de longue date.

Alors que le CCG a été épargné par les pénalités les plus sévères, d'autres nations arabes ont été plus durement touchées: la Syrie et l'Irak ont été frappés par des droits de douane de 41% et 39% respectivement, suivis par la Libye à 31%, l'Algérie à 30%, la Tunisie à 28% et la Jordanie à 20%.

L'Égypte, le Maroc, le Liban et le Soudan ont reçu la même base de 10% que le CCG, ce qui reflète leurs liens commerciaux relativement stables avec les États-Unis, notamment en ce qui concerne les exportations de pétrole et de produits pétrochimiques.

Hamza Dweik, responsable du négoce chez Saxo Bank, a déclaré à ArabNews: «Les secteurs non énergétiques du CCG les plus vulnérables aux nouveaux droits de douane sont l'électronique, l'automobile, la construction, la vente au détail et les biens de consommation.»

Il a ajouté: «Ces industries dépendent fortement des biens importés, et l'augmentation des coûts due aux droits de douane pourrait entraîner une hausse des prix pour les consommateurs et une baisse de la compétitivité sur le marché.»



M. Dweik a également averti que le secteur des services financiers de la région pourrait être confronté à des défis, car l'incertitude mondiale accrue pourrait perturber les flux d'investissement et avoir un impact sur les marchés financiers régionaux.

Des préoccupations ont été soulevées concernant l'impact potentiel d'un tarif de base sur les chaînes d'approvisionnement du CCG, notamment dans les secteurs des métaux, des produits chimiques

et de l'industrie.

Selon M. Dweik, des représailles mondiales ou des retombées commerciales sont possibles et pourraient affecter indirectement les économies du Golfe.

«L'incertitude politique et la possibilité de changements rapides pèsent lourdement sur les marchés mondiaux, y compris ceux du CCG. La région devrait se concentrer sur la diversification des relations commerciales et le renforcement des liens avec les régions non touchées afin d'atténuer les pertes potentielles», a-t-il ajouté.

Le pétrole exempté de droits de douane

La Maison Blanche a confirmé que les importations de pétrole et de gaz seraient exemptées des nouveaux droits de douane, ce qui constitue un soulagement notable pour les exportateurs du Golfe. Cette décision, qui s'applique également aux importations d'énergie en provenance du Canada, du Mexique et de l'Europe, vise à éviter de perturber les marchés américains de l'énergie et de faire grimper les prix des carburants.

EGYPTE

Le Fonds souverain chargé de la privatisation de cinq sociétés appartenant à l'armée

Le Fonds souverain d'Égypte entame la restructuration et la gestion du lancement en Bourse de cinq entreprises des forces armées: il s'agit de la Société nationale du pétrole, la société ChillOut, la société Silo Foods pour les industries alimentaires, la société Safi et la Société nationale des routes.

Le Fonds souverain d'Égypte (FSE) a signé un protocole d'accord pour restructurer et gérer l'offre de cinq sociétés appartenant à l'armée égyptienne, selon un communiqué diffusé sur la page Facebook du conseil des ministres, mercredi 9 avril.

Selon le communiqué, cette tâche s'inscrit dans le cadre

d'un accord signé avec l'Organisme public des projets du service national des forces armées et un groupe de cabinets de consultation nationaux et internationaux.

Les cinq entreprises publiques dont l'introduction en Bourse est prévue sont: la Société nationale du pétrole, la société Shell Out, la société Silo Foods pour les industries alimentaires, la société Safi et la Société nationale des routes », a expliqué le communiqué.

L'accord stipule une introduction progressive de ces entreprises avec un calendrier s'étalant de 2025 à 2026. Il vise à mettre en œuvre le programme d'offres publiques gouvernementales conformément au do-

document de la politique de propriété de l'État.

Lors d'une conférence de presse, qui s'était tenue mercredi 4 décembre, le gouvernement égyptien expliquait qu'il envisageait d'introduire en Bourse « plusieurs entreprises détenues par l'armée ».

Le FSE avait créé en juin 2022 un fonds d'investissement chargé de gérer la vente des actions des entreprises publiques aux investisseurs privés en coopération avec le comité gouvernemental des IPOs (offre publique initiale, qui signifie l'échange des actions en Bourse pour la première fois). Les entreprises liées au Fonds comprennent notamment la National Company for Productive

Projects (Safi), Misr Life Insurance, l'Egyptian Alkylbenzene Linear Production (ELAP), la National Company for the Sale of Petroleum Products (Watania), la Banque du Caire, Salhiya for Agricultural Investment, Ethydc, et Egyptian Drilling. Dans le cadre de son accord de décembre 2022 avec le Fonds Monétaire International (FMI), l'Égypte s'est engagée à renforcer le rôle du secteur privé et à réduire l'influence de l'État sur son économie. Cette orientation, formalisée par le document de politique sur la propriété de l'État, autorise le Fonds souverain égyptien à acquérir des actifs publics et à les proposer aux investisseurs.

COMMERCE EXTÉRIEUR EN TUNISIE

Perspectives favorables pour l'appareil productif

Le commerce extérieur de la Tunisie au premier trimestre 2025 présente une dynamique contrastée. Les résultats de cette activité soulèvent des questions sur les perspectives économiques du pays et les stratégies à adopter pour optimiser ses échanges. A cet effet, les perspectives s'annoncent à la fois prometteuses et incertaines, d'autant plus que

plusieurs facteurs économiques internes et externes influenceront la trajectoire du commerce extérieur tunisien. Selon le groupement des produits, les importations ont enregistré une augmentation au niveau des importations des biens d'équipement de (+18,3%), des matières premières et demi-produits de (+5,1%), ce qui dénote une amélioration future de l'in-

vestissement et de l'appareil de production, les biens de consommation sont aussi en hausse de (+13,9%). C'est qui ressort du bulletin du Commerce Extérieur aux prix courants, Mars 2025 publié aujourd'hui vendredi 11 avril 2025 par l'Institut National de la Statistique (INS). Pour ce qui est des importations avec l'union européenne (42,9% du total

des importations), elles ont atteint 8744,3 millions de dinars (MD) contre 8545,4 MD durant le premier trimestre 2024. Toutefois, celles-ci ont augmenté sensiblement avec la Chine (+60,9%) et la Turquie (+13,7%). Le déficit commercial s'établit à un niveau de (-5050,5 MD) contre (-3027,4 MD) durant le premier trimestre de l'année 2024.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

La BAD approuve un don de 7,9 millions \$ pour la relance économique

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un don de 7,9 millions de dollars pour soutenir la relance économique de Sao Tomé-et-Principe. Cette opération d'appui budgétaire vise à renforcer la résilience économique de l'archipel grâce à l'amélioration des réformes des recettes et des dépenses publiques et à jeter les bases de réformes durables du secteur de l'énergie, essentielles à un secteur privé fort et dynamique.

Ce soutien provient de la Facilité d'appui à la transition du Groupe de la Banque africaine de développement et s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du Programme d'appui à la viabilité budgétaire et à la résilience économique du pays.

La Facilité d'appui à la transition du Groupe de la Banque, créée en 2008, fournit des ressources concessionnelles supplémentaires aux pays en situation de fragilité et de conflit.

La première phase de l'appui, d'un montant de 5,3 millions de dollars, a été approuvée le 1er décembre 2023. L'approbation de la deuxième phase porte le financement total à 13,2 millions de dollars.

Le programme s'aligne sur le Document de stratégie pays 2024-2029 du Groupe de la Banque pour Sao Tomé-et-Principe, la Stratégie décennale 2024-2033 du Groupe de la Banque et ses priorités opérationnelles, les « High 5 », plus particulièrement les priorités « améliorer la qualité de vie

des populations en Afrique » et « éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ». Il contribuera grandement à améliorer le climat des affaires à Sao Tomé-et-Principe. Le principal obstacle à la relance économique de Sao Tomé-et-Principe est l'insuffisance de l'approvisionnement énergétique, aggravée par la vétusté des équipements de production d'électricité à base de combustibles fossiles et par l'exploitation déficitaire de la compagnie publique d'électricité, qui entravent le bon fonctionnement de l'économie.

Le soutien du Groupe de la Banque africaine de développement à la réforme du secteur de l'énergie permettra d'améliorer la gouvernance du secteur et de soutenir la transition vers les énergies renouvelables. Soulignant l'importance du programme, la directrice générale pour l'Afrique australe de la Banque africaine de développement, Leila Mokaddem, a déclaré que « cette opération d'appui budgétaire intervient à un moment critique pour soutenir la relance

économique par des réformes des recettes et des dépenses publiques tout en jetant les bases de réformes durables du secteur de l'énergie, essentielles à un secteur privé fort et dynamique. »

Elle a ajouté que cette opération renforce le positionnement du Groupe de la Banque en matière de fourniture de services d'appui aux politiques et de conseil, qui sont des conditions préalables à une relance économique durable et à une croissance inclusive.

Le chef de bureau pays de la Banque africaine de développement pour l'Angola et Sao Tomé-et-Principe, Pietro Toigo, a déclaré que « l'appui budgétaire contribuera grandement à combler le déficit de financement auquel le pays est confronté, et à booster les réserves de change, qui sont à leur plus bas niveau. Il renforcera davantage les efforts du gouvernement pour entreprendre les réformes nécessaires à la relance économique. »

DROITS DE DOUANE

Le président de la BAD alerte sur « d'autres ondes de choc »

Les nouveaux tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis "provoqueront d'autres ondes de choc" à travers les économies africaines, a déclaré vendredi Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement (BAD), mettant en garde contre une réduction des échanges commerciaux et une intensification des coûts de service de la dette. Ses déclarations lors d'un discours prononcé à l'Université National Open of Nigeria à

Abuja, la capitale du pays, interviennent après que le président américain Donald Trump a fait tanguer les marchés mondiaux en imposant, puis en retirant une série de surtaxes douanières au cours des derniers jours. Un droit de base de 10% reste en place pour tous les pays, avec des tarifs plus élevés sur les importations chinoises aux Etats-Unis, perturbant des décennies de politique commerciale mondiale. Ces nouvelles taxes vont en-

traîner un affaiblissement des monnaies locales en raison de la baisse des recettes de changes, et 47 pays africains risquent de subir des droits de douane encore plus élevés, a affirmé le président de la BAD, après avoir évoqué également la migration et la réduction de l'aide étrangère. "L'inflation augmentera à mesure que les coûts des biens importés seront en hausse et que les monnaies se dévalueront par rapport au dollar américain", a déclaré M. Adesina

lors d'une cérémonie de remise des diplômes de l'université. "Le coût du service de la dette, par rapport aux recettes publiques, va croître à mesure que les recettes prévues diminueront", a-t-il ajouté. Alors que certains experts s'attendent à ce que les pays du monde entier se tournent vers d'autres partenaires commerciaux, y compris la Chine, selon M. Adesina, l'Europe et l'Asie "achèteront moins de biens en provenance d'Afrique" en raison des chocs mondiaux.

BURKINA FASO

Un objectif de 550 000 tonnes de coton pour la prochaine campagne

Rélagué au 4ème rang des producteurs de coton de la zone CFA derrière le Bénin, le Mali et le Cameroun lors de la campagne 2023-2024, le Burkina Faso entend relancer sa filière. Alors que la campagne 2024-2025 tire vers sa fin, les acteurs du secteur se projettent déjà vers la suivante.

u Burkina Faso, le gouvernement ambitionne de porter la production de coton graine à 550 000 tonnes pour la campagne de 2025/2026. L'annonce a

été faite le mercredi 9 avril en Conseil des ministres.

Cette prévision, si elle se réalisait, signifierait une progression de 83 % par rapport à la récolte de l'actuelle campagne qui est attendue à 300 000 tonnes, selon les projections de l'interprofession rapportées par le Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA), dans son bulletin d'information publié le 8 janvier dernier.

Cette ambition se fonde sur l'accrois-

sement futur des superficies cultivées, notamment par la réhabilitation de terres agricoles restées longtemps en friche en raison des violences terroristes qui avaient contraint les producteurs à fuir leurs exploitations.

« L'objectif de production du coton graine au titre de la campagne 2025-2026, a été fixé à 550 000 tonnes au regard des avancées dans la reconquête du territoire et des besoins de relance de la filière coton », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des minis-

tres. Pour soutenir ces ambitions, le gouvernement a décidé d'allouer une subvention de 5 milliards de francs CFA (8,4 millions \$) à l'acquisition des intrants agricoles afin d'encourager les acteurs.

Il faut rappeler qu'en 2024/2025, la filière burkinabè a consacré 346 778 hectares de terres agricoles à la culture du coton et s'attend à un rendement prévisionnel de 865 kg par hectare, selon les données du PR-PICA.

NAMIBIE

La Banque centrale préconise des exonérations fiscales pour renforcer le secteur laitier

Selon la Banque centrale, l'industrie laitière namibienne est en difficulté en raison de l'afflux d'importations de produits laitiers à moindre coût, qui échappent à l'application de la taxe de vente. La Banque de Namibie plaide pour la mise en place de subventions ou d'exonérations fiscales sur l'ensemble des produits laitiers afin de permettre à la production locale de rivaliser avec les importations. Cette recommandation émane du rapport annuel de l'institution, qui pointe un désavantage structurel pour les producteurs nationaux.

« La Namibie est désavantagée dans sa concurrence avec les produits laitiers des pays voisins, car les produits de ces derniers sont détaxés dans tous les pays, alors que seul le lait frais est détaxé en Namibie. Cela signifie que l'industrie laitière namibienne ne peut pas rivaliser avec des produits similaires provenant de l'étranger », souligne le document.

Malgré son rôle dans l'économie agricole du pays, le secteur laitier namibien a connu des difficultés ces dernières années, notamment en raison du coût élevé des aliments pour animaux et de la concurrence des produits sud-africains, souvent moins chers. Cependant, la filière montre des signes de reprise. D'après l'Union agricole de Namibie (NAU), l'augmentation du cheptel a permis à la production de lait cru d'atteindre une moyenne de 15,4 millions de litres par an entre 2021 et 2024. Sa valeur marchande est passée de 104,4 millions de dollars namubiens (5,3 millions \$) en 2023 à 122,5 millions de dollars namubiens en 2024, soit une hausse de 17,34 %. Cette dynamique s'est répercutée sur les prix. Selon la Banque centrale, la décelération de l'inflation des produits alimentaires, notamment des produits laitiers, a contribué à une baisse globale de l'inflation, établie à 4,2 % en 2024 contre 5,9 % en 2023.

À L'ISSUE D'UNE SEMAINE DE MONTAGNES RUSSES

Les marchés mondiaux toujours nerveux

Les marchés mondiaux ont clôturé en ordre dispersé vendredi au terme d'une semaine extrêmement mouvementée, marquée par les incessants développements de l'offensive commerciale lancée par Donald Trump, qui a sapé la confiance accordée aux actifs américains.

Dernier épisode en date: la Chine a annoncé vendredi qu'elle porterait ses droits de douane supplémentaires sur les produits américains à 125%, en réaction aux surtaxes monumentales de 145% imposées par la Maison-Blanche cette semaine sur les importations venant de la Chine, quand les autres partenaires commerciaux bénéficient d'un gel pour 90 jours des droits de douane supplémentaires américains.

Cela n'a pas provoqué de gros mouvement des places boursières car "le facteur de surprise est de plus en plus faible (...) à ce stade, quelle que soit l'augmentation des droits de douane, cela ne changera rien, il sera vraiment impossible pour ces importations d'être viables compte tenu des prix", souligne auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, d'Edward Jones.

Cependant, "l'expression +montagnes russes+ (...) est probablement le meilleur adjectif pour décrire l'évolution des prix sur les marchés boursiers cette semaine", écrit Adam Turnquist, de LPL Financial. Vendredi, à Wall Street, le Dow Jones a avancé de 1,56%, l'indice Nasdaq de 2,06% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 1,81%. Sur la semaine, les indices de référence de la place américaine s'affichent en nette progression, après des séances en dents de scie.

En Europe, la Bourse de Paris a terminé vendredi en petite baisse de 0,30%, Francfort de 0,92%, Milan de 0,73%. Seule Londres termine en terrain positif (+0,64). Sur la semaine, les pertes sur le Vieux continent sont finalement limitées: l'indice paneuropéen Stoxx Europe 600, qui réunit les 600 plus grosses capitalisations boursières du Vieux continent, a perdu près de 2%.

Le dollar tombe de son piédestal

Un phénomène ressort face au manque de clarté: "il y a une perte de confiance dans les dirigeants américains et les actifs américains", relève auprès de l'AFP Will Compnolle, de FHN Financial.

La même incertitude pèse sur les consommateurs américains, dont la confiance a reculé fortement en avril pour le quatrième mois d'affilée: les sondés du dernier baromètre publié vendredi redoutent une inflation massive, une dégradation de l'activité économique et une hausse du chômage.

Première victime de cette érosion de la confiance des investisseurs: le dollar, monnaie incontournable dans les échanges financiers mondiaux et longtemps considéré comme un actif de confiance, s'affiche en net recul.

Un temps propulsé par l'élection à la Maison-Blanche de Donald Trump, le billet vert a perdu plus de 8% depuis l'investiture du président américain. Rien que vendredi, il a reculé de 1,36% jusqu'à 1,1355 dollar pour un euro, au plus bas depuis trois ans.

Le billet vert sert habituellement de "baromètre de l'anxiété du marché", explique Fawad Razaqada, analyste de City Index.

La dette américaine n'attire plus

Le marché de la dette américaine est aussi délaissé, ce qui provoque une flambée du rendement des bons du Trésor. Le rendement de l'obligation à dix ans américaine, référence, atteignait vers 21H20 GMT 4,49%, contre 4,43% jeudi à la clôture, après avoir atteint un plus haut depuis février.

Un contraste flagrant avec le début du mois, lorsque le taux à 10 ans avait touché un plus bas depuis octobre, à 3,88%.

Cette flambée est d'autant plus surprenante que "les obligations d'État américaines, normalement considérées comme l'un des investissements les plus sûrs, devraient bénéficier (des périodes) de turbulences", relève Ole Hansen, analyste de Saxo Bank.

"Le message était clair: la vente massive d'actifs à risque a poussé la Maison-Blanche à assouplir sa position, au moins temporairement", poursuit-il.

"Je surveillais le marché des obligations", a

lui-même reconnu le président américain mercredi, ajoutant avoir constaté que ses surtaxes douanières "effrayaient un peu" les investisseurs.

L'or, dernière valeur refuge

"La flambée désordonnée des rendements des bons du Trésor américain à long terme", parallèle à la baisse des marchés boursiers mondiaux, a laissé "les investisseurs sans options sûres", hormis quelques devises comme le franc suisse et le yen, mais surtout "l'or", souligne M. Hansen. Le métal précieux s'est hissé vendredi à un

nouveau record historique, à plus de 3.245 dollars l'once.

Le pétrole chute sur la semaine

Le pétrole, stable vendredi, souffre aussi de la guerre commerciale entre les deux plus grandes puissances économiques. Depuis le 2 avril, les deux références mondiales du brut ont dégringolé d'environ 15%. Le Brent de la mer du Nord, référence européenne, s'est finalement stabilisé à 64,76 dollars le baril, et son équivalent américain, le WTI, à 61,50 dollars le baril à la clôture vendredi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Avril 2025
Valeur : 14 Avril 2025

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.2037	133.2187
1	EUR EURO	146.6839	146.7271
1	GBP POUND STERLING	171.4113	171.4968
100	JPY JAPANESE YEN	90.9364	90.9777
1	CNY CHINESE YUAN	18.1365	18.1388
1	CHF SWISS FRANC	156.5445	156.6542
1	CAD CANADIAN DOLLAR	94.7125	94.7299
1	DKK DANISH KRONE	19.6483	19.6531
1	SEK SWEDISH KRONA	13.3983	13.4143
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.3083	12.3200
1	AED UAE DIRHAM	36.2607	36.2727
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4831	35.4909
1	KWD KUWAITI DINAR	432.9012	433.0907
1	TND TUNISIAN DINAR	42.9623	43.3941
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.0214	14.0230
1	LYD LIBYAN DINAR	23.9683	24.0911
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3360	3.3464
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.9402	177.9402

EN RAISON DE LA POURSUITE DE LA GUERRE COMMERCIALE MONDIALE

Hausse des rendements obligataires américains

Les rendements des obligations américaines à 10 ans augmentent en raison de la poursuite de la guerre commerciale mondiale.

Les rendements des obligations du Trésor américain à 10 ans ont enregistré vendredi leur plus forte hausse hebdomadaire depuis plus de vingt ans, tandis que le dollar a chuté, au cours d'une semaine agitée marquée par la guerre commerciale et une perte d'appétit pour certains actifs américains. Les prix de l'or ont atteint un nouveau record vendredi après que Pékin a augmenté ses droits de douane sur les importations américaines à 125%, ripostant ainsi à la décision du président américain Donald Trump d'augmenter les droits de douane sur les produits chinois. Les marchés mondiaux ont connu de fortes fluctuations cette semaine, les investisseurs réagissant aux nouvelles qui ont suivi l'annonce par Trump de droits de douane généralisés le 2 avril. Malgré cela, les principaux indices boursiers américains ont progressé de plus de 1 % au cours de la journée, les banques

ayant donné le coup d'envoi de la saison des résultats du premier trimestre. La présidente de la Réserve fédérale de Boston, Susan Collins, a également soutenu les actions en assurant que la Fed était prête à assurer le fonctionnement des marchés financiers en cas de besoin. Les trois principaux indices américains ont également connu une forte hausse au cours de la semaine. Les rendements des obligations du Trésor à dix ans ont bondi cette semaine, avec des volumes de transactions bien supérieurs à la moyenne, sur fond de craintes que la Chine ne se débarrasse d'une grande partie de ses avoirs en obligations américaines après l'annonce des droits de douane américains. "Trump continue de dominer les gros titres et les marchés financiers, en particulier alors que nous entrons dans cette période de transactions des droits de douane", a déclaré Tim Ghriskey, stratège principal de portefeuille chez Ingalls & Snyder à New York. "Il y aura beaucoup de rumeurs et de

prises de position", a-t-il ajouté. Les ventes aux enchères de titres de créance à 10 ans et à 30 ans qui ont eu lieu mercredi et jeudi ont permis de stabiliser quelque peu le marché du Trésor, mais de nombreux investisseurs restent réticents à acheter des obligations tant que la liquidité ne s'est pas améliorée. Le rendement du billet à 10 ans a augmenté de 8,6 points de base sur la journée à 4,478% et a atteint 4,592%, son plus haut niveau depuis le 13 février. Il a enregistré sa plus forte hausse hebdomadaire depuis 2001. Les inquiétudes concernant la politique commerciale américaine ont fait apparaître les actifs libellés en euros comme plus sûrs que leurs homologues en dollars. Le rendement des obligations allemandes à 10 ans, la référence pour le bloc de la zone euro, a diminué de 5 points de base à 2,53% vendredi. JPMorgan Chase, Morgan Stanley MS.N et Wells Fargo ont été parmi les grandes banques à publier leurs résultats, qui ont pour la plupart été

supérieurs aux prévisions pour le premier trimestre. Les actions de JPMorgan ont augmenté de 4 %. Avec la guerre commerciale qui pèse sur les perspectives, les investisseurs surveilleront si les entreprises américaines continuent à donner des indications pendant la période de publication des résultats. Le Dow Jones Industrial Average a progressé de 619,05 points, soit 1,56%, à 40 212,71, le S&P 500 a progressé de 95,31 points, soit 1,81%, à 5 363,36 et le Nasdaq Composite a progressé de 337,15 points, soit 2,06%, à 16 724,46. Le Nasdaq a enregistré son plus grand gain hebdomadaire en pourcentage depuis novembre 2022. L'indice MSCI des valeurs mondiales .MIWD000000PUS a gagné 11,36 points, soit 1,46%, à 790,63. L'indice paneuropéen STOXX 600 a terminé en baisse de 0,1%. Les investisseurs ont également digéré un rapport montrant que le sentiment des consommateurs américains s'est fortement détérioré

en avril et un autre montrant que les prix de production mensuels américains ont chuté de manière inattendue en mars. Le dollar était en baisse de 0,9% à 0,81650 contre le franc suisse CHF=EBS, étendant les pertes dans la session précédente quand il a plongé à son plus bas niveau depuis janvier 2015. Il est en voie de réaliser sa plus forte baisse hebdomadaire depuis novembre 2022. Le dollar a également atteint son plus bas niveau depuis trois ans face à l'euro. L'or au comptant était en hausse de 2% à 3 236,67 dollars l'once, après avoir atteint un record de 3 243,82 dollars plus tôt dans la session. Le lingot est en hausse de plus de 6% cette semaine. Les prix du pétrole ont également augmenté. Les contrats à terme sur le pétrole brut Brent se sont établis à 64,76 dollars le baril, en hausse de 1,43 dollar, soit 2,26%. Le pétrole brut américain West Texas Intermediate a terminé à 61,50 \$ le baril, en hausse de 1,43 \$ ou 2,38 %.

MALGRÉ LES TENSIONS COMMERCIALES

Trump «optimiste» sur un accord avec Pékin

Après plusieurs jours de tensions croissantes avec Pékin, le président américain Donald Trump a semblé infléchir sa position, alors que la Maison Blanche le dit "optimiste" quant à la conclusion d'un accord avec la Chine, malgré une escalade dans leur duel commercial à coup de droits de douane.

"Le président a signifié clairement qu'il était très ouvert à la question d'un accord avec la Chine", a assuré la porte-parole de la présidence, Karoline Leavitt, sans pour autant préciser pourquoi M. Trump était "optimiste", lorsqu'un journaliste l'a pressée sur cette question. Car dans l'immédiat les tensions ne cessent de monter: Pékin a annoncé porter ses droits de douane sur l'ensemble des produits américains entrant sur son territoire à 125%, le niveau imposé par Washington pour répondre aux précédentes représailles chinoises, en plus des taxes déjà en place. Une guerre commerciale ouverte entre les deux premières puissances économiques qui inquiète de plus en plus investisseurs comme consommateurs. Les marchés boudent à la fois la devise, la dette et les actions américaines, dans un ac-

cès de défiance généralisée que l'on observe d'ordinaire envers certains pays émergents, pas pour la première puissance mondiale. Donald Trump a balayé vendredi les inquiétudes, estimant que le dollar restera "la devise de référence", alors que le billet vert a perdu plus de 8% depuis l'investiture du républicain. Face aux incertitudes, la Fed s'est dite "absolument prête" à agir pour stabiliser les marchés financiers, si nécessaire, une action qui dépendra "des conditions que nous observerons", a déclaré au Financial Times l'une de ses responsables, Susan Collins. Quant à la confiance des consommateurs, elle ne cesse de reculer aux Etats-Unis, comme l'a rappelé pour avril un baromètre très suivi publié vendredi par l'Université du Michigan, un recul "généralisé et unanime quels que soient l'âge, le revenu, le niveau

d'études, le lieu de vie ou l'appartenance politique", selon l'enquête. Le président américain a malgré tout estimé sur son réseau Truth Social que sa politique en matière de droits de douane "fonctionnait vraiment bien", concentrant depuis mercredi ses foudres douanières sur la Chine, après avoir dans un premier temps ciblé l'ensemble des partenaires commerciaux des Etats-Unis. S'il est persuadé que la Chine veut négocier, le communiqué du ministère chinois des Finances annonçant une nouvelle hausse des droits de douane signale plutôt un enlèvement du duel. "Comme à ce niveau de tarifs douaniers, les produits américains exportés vers la Chine ne sont plus viables sur le marché" chinois, si Washington continue d'augmenter ses droits de douane, "la Chine l'ignorera", a-t-il averti.

DROITS DE DOUANE

Premières négociations entre Taïwan et les États-Unis

Le gouvernement de Taïwan a annoncé samedi avoir tenu de premières négociations tarifaires avec les États-Unis et indiqué tabler sur une poursuite des discussions pour établir des liens commerciaux «forts et stables». Le président taïwanais Lai Ching-te avait indiqué la veille que l'île, qui cherche à protéger ses exportateurs d'un droit de douane de 32%, figurait «sur la première liste de négociation du gouvernement américain». Plus tôt dans la semaine, le président américain Donald Trump a reporté de trois mois les droits de douane punitifs imposés à de multi-

ples partenaires commerciaux, dont Taïwan, après la perte de milliers de milliards de dollars sur les marchés mondiaux. Donald Trump a maintenu des droits de douane mondiaux de 10% sur la plupart des pays, mais a suspendu ses projets de taxes plus importantes sur d'autres pays, à l'exception de la Chine. Dans un communiqué, le Bureau des négociations commerciales de Taïwan a déclaré que ses représentants avaient tenu une vidéoconférence vendredi avec les «responsables américains concernés», sans les identifier. Nous «échangeons des points de

vue sur les droits de douane réciproques Taïwan-États-Unis, les barrières commerciales non tarifaires et un certain nombre d'autres questions économiques et commerciales, y compris le contrôle des exportations», indique le communiqué. «Les deux côtés espèrent mener des négociations de suivi... dans un avenir proche et bâtir conjointement une relation économique et commerciale forte et stable.» L'excédent commercial de Taïwan avec les États-Unis est le septième plus élevé de tous les pays. Il a atteint 73,9 milliards de dollars en 2024. Environ 60% des exportations taï-

wanaises vers les États-Unis sont des produits des technologies de l'information et de la communication, dont les semi-conducteurs. Les puces ont été exemptées des nouveaux droits de douane imposés par Donald Trump. De nombreux Taïwanais ont été stupéfaits par l'ampleur des droits de douane, alors que le projet d'investissement de 100 milliards de dollars supplémentaires aux États-Unis du géant de la fabrication de puces Taiwan Semiconductor Manufacturing Co (TSMC) avait fait naître l'espoir que l'île puisse être épargnée.

ETATS-UNIS

La confiance des consommateurs a encore plongé en avril

La confiance des consommateurs a reculé fortement en avril aux Etats-Unis pour le quatrième mois d'affilée, avec des sondés qui redoutent une inflation massive, une dégradation de l'activité économique et une hausse du chômage, selon un baromètre régulier publié vendredi. Un indice évaluant cette confiance a reculé à 50,8 en avril, ce qui représente un repli de près

de 11% sur un mois, selon une estimation préliminaire de l'Université du Michigan qui fait référence, et cite les inquiétudes sur l'offensive douanière des Etats-Unis comme principal tournant. "Ce recul a été, comme les mois précédents, généralisé et unanime quels que soient l'âge, le revenu, le niveau d'études, le lieu de vie ou l'appartenance politique", souligne la directrice de

cette enquête de l'Université du Michigan, Joanne Hsu, citée dans un communiqué. Le moral des consommateurs, ajoute-t-elle, "est maintenant 30% plus bas qu'en décembre 2024 en raison des inquiétudes grandissantes autour des développements de la guerre commerciale". Elle relève aussi que les anticipations d'inflation ont bondi à leur plus haut niveau depuis 1981.

ZONE EURO

La BCE prête à agir si une guerre commerciale menace la stabilité financière

La Banque centrale européenne est "prête à intervenir" en cas de risque pour la stabilité financière en zone euro, a déclaré vendredi sa présidente, après une semaine de tempête sur les marchés financiers provoquée par la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump. L'institution monétaire "surveille la situation et est toujours prête à intervenir" en utilisant "les instruments dont elle dispose", a déclaré Christine Lagarde à Varsovie en marge d'une réunion informelle des ministres des Finances de la zone euro,

sans donner plus de détails. Ses propos interviennent à moins d'une semaine de la prochaine réunion de la BCE pour décider du cap monétaire, tandis que la plupart des marchés boursiers baissaient vendredi, avec un dollar qui ne cesse de s'enfoncer face à l'euro. En cause, l'annonce de Pékin d'une nouvelle hausse de ses droits de douane sur les produits venant des Etats-Unis, illustrant l'escalade entre les deux puissances. Des tensions commerciales supplémentaires pourraient entraîner de fortes turbulences sur les marchés où se négocient les

actions, obligations et autres devises, avec le risque de déstabiliser le système financier de la zone euro. "Jusqu'à présent, nous ne voyons aucun signe de tension de liquidité sur les marchés", a tempéré Claudia Buch, présidente du superviseur bancaire au sein de la BCE, dans une interview donnée vendredi à Bloomberg. La BCE redoute, de son côté, qu'une guerre commerciale freine les exportations et la croissance, l'obligeant à ajuster sa politique monétaire pour soutenir l'économie.

ARGENTINE

Buenos Aires obtient 42 milliards des institutions financières internationales

L'Argentine a reçu vendredi un ballon d'oxygène de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque interaméricaine de développement (IDB), avec pas moins de 42 milliards de dollars au total, un soutien présenté par la Banque mondiale comme un "important vote de confiance" envers le gouvernement.

Le prêt du FMI était attendu et s'élève à 20 milliards de dollars comme annoncé un peu plus tôt dans la soirée par le ministre argentin de l'Economie, Luis Caputo. Validé par le conseil d'administration du Fonds, il prévoit le déboursement immédiat d'une première tranche inédite de 12 milliards de dollars, alors qu'une deuxième, de deux milliards, se profile d'ores et déjà pour juin prochain.

L'économie argentine croîtra "comme jamais auparavant", s'est félicité dans la foulée de l'annonce le président argentin, Javier Milei.

La surprise est venue en revanche de la BM, qui a annoncé dans le même temps une aide de 12 milliards de dollars au pays andin, afin de "soutenir les réformes qui continuent d'attirer le secteur privé et renforcer les mesures mises en place pour promouvoir les créations d'emploi". Quant à la IDB, elle devrait accorder jusqu'à 10 milliards de dollars sur trois ans au gouvernement argentin, après validation par son conseil d'administration.

Des accords permis notamment par l'annonce par la Banque centrale (BCRA) en fin de journée d'un taux de change flottant pour le peso argentin face au dollar, dans un premier temps entre 1.000 et 1.400 pesos par dollar, une bande "dont les limites seront élargies au rythme de 1% par mois".

Par ailleurs, et crucialement pour la vie quotidienne des Argentins, qui par méfiance historique pour leur propre devise pensent, calculent et thésaurisent en dollar, la limite d'accès à 200 dollars par mois par personne sera levée, a indiqué la BCRA.

L'accord avec le FMI va permettre, "à partir de lundi, d'en finir avec le contrôle des changes, qui a fait tant de mal, et depuis sa mise en place en 2019 affecte le fonctionnement normal de l'économie", a ajouté le ministre, dont les équipes étaient depuis novembre en négociation avec le FMI sur l'accord.

Voici combien consomme vraiment ChatGPT pour générer un starter pack

La nouvelle mode du Starter Pack a envahi les réseaux sociaux, avec des images en nombre infini qui y sont publiées. Et malheureusement, cela s'apparente à un gaspillage terrible de ressources !

La nouvelle fonction générative d'image de ChatGPT n'en finit plus d'amuser la planète. Après les images Ghibli, ce sont les Starter Pack qui font maintenant fureur sur les réseaux, de nombreux utilisateurs se re-crétant sous la forme d'une figurine et de ses accessoires, placés sous emballage. Mais cet accès libre à l'ensemble des utilisateurs, même à ceux qui n'ont pas pris d'abonnement, a tout de même un coût.

Deux requêtes valent le rechargement complet d'un smartphone

Lors du lancement de ChatGPT, on a beaucoup parlé du fait qu'une requête sur le chatbot nécessitait près de 10 fois plus d'électricité qu'une recherche Google. Eh bien, pour ce qui est de la génération d'une image avec la nouvelle fonction intégrée à l'IA, on est encore au niveau au-dessus niveau consommation.

En effet, selon une étude de l'université Carnegie Mellon, générer une seule image



dite Starter Pack consomme autant d'énergie que la recharge à 50% d'un smartphone. En somme, une recharge complète de votre téléphone, qui pour beaucoup permet de tenir toute la journée, est l'équivalent de

deux images Starter Pack réalisées par ChatGPT...

La mode Starter Pack, un cauchemar écologique

Et si l'électricité est consommée à une vitesse folle, ce n'est pas la seule ressource qui est dépensée avec prodigalité. Car les data centers qui traitent les requêtes chauffent beaucoup, et doivent donc être refroidis constamment avec des systèmes utilisant de l'eau. Et chaque requête pour créer un Starter Pack demanderait dans ce cadre l'utilisation de 2 à 5 litres d'eau.

Enfin, pour compléter un bilan écologique qui n'était déjà pas très fameux, générer des images pollue l'atmosphère. Toujours d'après la même étude, générer 1000 images de ce genre équivaldrait, au niveau du rejet de gaz à effet de serre, à parcourir en voiture à moteur thermique une distance de 6,5 kilomètres. Alors, doit-on mettre le frein à cette mode ?

OpenAI serait sur le point de lancer le modèle «ChatGPT-4.1»



OpenAI pourrait bien dès la semaine prochaine sortir de nouveaux modèles. Dont un baptisé « ChatGPT-4.1 ». La firme de Sam Altman a beaucoup fait parler avec la nouvelle fonction de génération d'image de ChatGPT, qui a créé la mode Ghibli, puis celle du Starter Pack. Mais cet outil fait figure de simple jouet quand on compare avec ce qui n'est plus très loin de sortir des cartons d'OpenAI. Plusieurs modèles devraient ainsi être lancés, dont un du nom de ChatGPT-4.1.

Préparez-vous à ChatGPT-4.1

Il y a du nouveau prêt à être déployé du côté OpenAI. En effet, selon une information obtenue par The Verge, un nouveau modèle du nom de ChatGPT-4.1 pourrait être rendu public dès la semaine prochaine. Un modèle qui serait accompagné par des versions GPT-4.1 mini et GPT-4.1 nano.

ChatGPT-4.1 serait une version améliorée du modèle multimodal devenu standard GPT-4o. Elle pourrait devenir le nouveau modèle de base proposé aux utilisateurs gratuits du chatbot. Et ça pourrait ne pas être la seule surprise que nous réserverait l'entreprise américaine.

D'autres modèles seraient aussi sur le point de sortir

Car à peu près en même temps, l'ingénieur logiciel Tibor Blaho a découvert plusieurs mentions intéressantes dans la dernière mise à jour de l'application web ChatGPT. Dans une liste comprenant plusieurs modèles de langage développés par OpenAI, ce dernier a aussi pu observer l'ajout de « o4-mini », « o4-mini-high », à la suite d'une mention de « o3 ». Une information reprise par l'article de The Verge, selon lequel il est possible que les modèles « o4-mini » et « o3 » sont eux aussi lancés par l'entreprise la semaine du 14 avril. Des nouvelles intéressantes, surtout quand on sait que Sam Altman expliquait, au début du mois, que les prochaines sorties devraient enregistrer des retards à cause du trop fort succès de la fonction de génération d'image.

La Chine aussi veut s'installer sur la Lune

La Chine possède, elle aussi, de très grandes ambitions lunaires. Et le pays se prépare désormais à imprimer en 3D des briques sur place, en utilisant les ressources du satellite. Il y a le programme Artemis aux États-Unis, et l'International Lunar Research Station (ILRS) en Chine, c'est-à-dire l'objectif d'implanter une base collaborative internationale au pôle Sud de la Lune. Et pour préparer au mieux le terrain, l'agence spatiale chinoise (CNSA) mène actuellement le programme Chang'e, qui consiste à explorer le satellite grâce à des efforts robotisés, afin d'y étudier sa surface, sa structure géologique et ses ressources, le tout grâce à une cartographie détaillée, à l'analyse des éléments chimiques et à l'examen du sol et de l'environnement lunaires.

Un tour de force jusqu'à présent réussi, la Chine étant parvenue à rapporter des échantillons de la face cachée de la Lune jusqu'à la Terre lors de la mission Chang'e 6. Il lui reste maintenant deux lancements pour compléter son programme.

Une première mondiale, selon la Chine

La mission Chang'e 7 est prévue pour 2026 et comprend à la fois un rover, un orbiteur et un robot se déplaçant sur six pattes. Même son de cloche pour Chang'e 8, qui sera très similaire à sa prédécesseur, à une chose près. Elle devrait aussi incorporer « le premier dispositif au monde permettant de fabriquer des briques en terre lunaire », a indiqué Wu Weiren, concepteur en chef du programme chinois d'exploration lunaire, à la télévision d'État du

pays. Le système exploite la lumière du Soleil, collecte l'énergie solaire et la transmet à la Lune à l'aide de fibres optiques, a-t-il poursuivi. Un processus qui permet d'atteindre des températures comprises entre 1 400 et 1 500 degrés Celsius, suffisant pour faire fondre le sol lunaire, selon les chercheurs chinois. « Notre dispositif utilise ensuite la technologie d'impression 3D pour façonner le matériau fondu en briques de différentes spécifications. Cette approche nous permet d'utiliser les ressources présentes sur la Lune, sans avoir à transporter de l'eau et d'autres matériaux depuis la Terre », se félicite le dirigeant.

Un enjeu crucial

L'exploitation des ressources est un enjeu crucial pour les futures

missions lunaires, qui visent à s'installer sur le satellite de manière permanente. Transporter ces éléments depuis la Terre serait bien trop coûteux. Un essai réussi permettrait à la Chine de planifier et de réaliser des projets de construction bien plus ambitieux. À noter que l'agence spatiale chinoise a déjà envoyé un échantillon de briques fabriquées à partir de différentes compositions de simulants de sol lunaire à bord de la station spatiale Tiangong. Elles y resteront pendant trois ans afin de tester leur résistance et leur durabilité, et donc d'évaluer leur aptitude à constituer un habitat lunaire solide. Prévu pour 2028, la mission Chang'e 8 pourrait constituer le dernier voyage inhabité de la Chine vers la Lune.

Brèves

Puce photonique : nEye Systems lève 58 M\$

La start-up californienne fondée en 2020 par Tae Joon Seok, Ming Wu, et Xiaosheng Zhang, a bouclé un tour de table (série B) de 58 M\$. Ce dernier a été mené par CapitalG avec la participation du fonds de capital-risque M12 de Microsoft, Micron Ventures, Nvidia et Socratic Partners. Le montant total des fonds levés par la société atteint 72,5 M\$. nEye Systems a développé un prototype de circuit intégré photonique programmable rapide (FPIC) intégrant la commutation de circuits optiques. Ces derniers peuvent servir d'éléments de base pour les interconnexions nécessitant une faible latence et un haut débit dans des scénarios comme l'IA, dans des environnements allant des serveurs aux datacenters en passant par les chiplets. La jeune pousse n'est pas la seule sur ce marché : le mois dernier, Google - qui travaille depuis plusieurs années sur ce sujet - a également dévoilé sa puce photonique Taara dont les premiers

tests ont fait ressortir une capacité de transmission de données à 10 Gbps. Parmi les autres acteurs travaillant aussi sur ce type de technologie : Lightmatter, Celestial AI, Ayar Labs, Xscape Photonics, Lightium ou encore Intel, IBM...

Microsoft achète 3,69 M de tonnes de crédit carbone

Avec plus de 29 % d'émissions de CO2 émises en 2023, la firme de Redmond - qui vise une empreinte carbone négative en 2030 - doit faire face à quelques difficultés. Et ce, dans un contexte où ses datacenters IA sont également très gourmands en énergie loin d'être issue d'une production d'énergie verte. Pour améliorer sa dette écologique, l'éditeur a racheté auprès de CO280 de 3,685 millions de tonnes de crédit d'élimination de dioxyde de carbone sur 12 ans. Cet accord représente l'un des plus importants achats en la matière. En 2024, Microsoft avait déjà annoncé racheter 500 000 tonnes de crédit carbone auprès de 1PointFive. CO280 a mis

au point des technologies pour capter les émissions de CO2 issues des usines de pâtes à papier et les stocker de façon permanente dans la terre. Le montant du rachat n'a pas été précisé.

Google licencie dans ses entités Android et Pixel

Le géant américain a procédé à des coupes d'effectifs dans ses divisions en charge de sa plateforme Android, de ses téléphones Pixel mais également de son navigateur Chrome. « Depuis le regroupement des équipes chargées des plateformes et des appareils l'année dernière, nous nous sommes attachés à devenir plus agiles et à fonctionner plus efficacement, ce qui a impliqué de procéder à des suppressions d'emplois en plus du programme de départ volontaire que nous avons proposé en janvier », a déclaré un porte-parole de Google à The Information qui a relevé les suppressions de postes. Plusieurs centaines d'employés sont touchés par ces licenciements.

Deux Tesla disparaissent de Chine, et c'est à cause de Donald Trump



Dans l'incapacité de produire les Model S et X en Chine, Tesla est dans l'obligation d'arrêter de les vendre sur place. En cause, les nouveaux droits de douane imposés en riposte par la Chine sur tous les produits américains. Et cela concerne les deux autos, qui sont fabriquées aux Etats-Unis.

Tesla existe aujourd'hui presque exclusivement grâce aux Model 3 et Y. Le Cybertruck ne réalise pas de gros scores (alors qu'Elon Musk avait annoncé des livraisons par centaines de milliers à moyen terme), le Roadster n'est toujours pas là et les S et X réalisent désormais des scores anecdotiques pour une marque qui vend près de 1,8 million de voitures par an dans le monde. Et cela ne devrait pas s'arranger avec la guerre commerciale à laquelle se livrent Etats-Unis et Chine. Les premiers ont ouvert le bal avec un Donald Trump dégainant des droits de douane dans tous les sens, et la seconde n'a pas tardé à réagir en durcissant encore les quotas d'exportations de métaux rares (essentiels à l'industrie électronique) et en mettant en place des taxes douanières colossales pour les produits américains. Ce qui impacte désormais directement les Model X et S.

Tesla arrête les Model S et X en Chine

Avec 85 % de droits de douane supplémentaires, de nombreux produits fabriqués aux Etats-Unis et vendus en Chine se retrouvent en grande difficulté. Les Model S et X n'étant fabriquées qu'aux Etats-Unis (contrairement aux 3 et Y produites en Chine, Europe et USA), elles se retrouvent dans une situation délicate. Suffisamment pour que Tesla ait tout simplement décidé de les débrancher ! Il n'est ainsi plus possible de commander une Model S ou un Model X neuf en Chine. Evidemment, les Model 3 et Y restent présentes au catalogue. Le Model Y ayant même été restylé en Chine avant le reste du monde.

Des Model S et X boudées chez nous

En Europe, les ventes de Model S et X (Tesla ne donne jamais les détails par modèle) se sont effondrées au fil du temps. Il faut dire que la concurrence sur le haut de gamme s'est nettement accrue, notamment depuis l'arrivée de Porsche, Mercedes ou encore BMW qui ont produit de grosses berlines et d'imposants SUV électriques : Taycan, Macan EV, EQE/EQS et i5/i7.

FERRARI La boîte de vitesses manuelle de retour ?

Il semble que la suggestion de Lewis Hamilton n'est pas restée lettre morte à Maranello, puisque les Italiens envisagent réellement de ramener la boîte de vitesses manuelle sur leurs voitures. Mais pas sur n'importe quel modèle...

À l'époque, Ferrari a rapidement abandonné les boîtes de vitesses manuelles au profit des transmissions « F1 » avec palettes au volant, dont la marque a été la pionnière dans les années 1990. Depuis l'avènement de la boîte robotisée à double embrayage à la fin des années 2000, dont les changements de vitesse sont beaucoup plus rapides et fluides que ceux des anciennes transmissions, les Italiens ne voyaient plus de raison de conserver le levier de vitesses classique. La dernière Ferrari à proposer une boîte de vitesses manuelle a donc été la California, que l'on pouvait encore se procurer avec trois pédales jusqu'en 2012.

Les Ferrari à transmission manuelle valent beaucoup plus cher

Mais c'était sans compter sur la nostalgie des puristes et des collectionneurs. En effet, les Ferrari classiques à boîte manuelle valent beaucoup plus cher sur le marché de l'occasion. Prenons l'exemple de la 575, la belle GT du début des années 2000. Les exemplaires dotés d'une boîte F1 se négocient à partir de 90 000 euros environ. Vous voulez un modèle (beaucoup plus rare) avec une boîte manuelle ? Il faut alors déboursier 280 000 euros ! Il en va de même pour la F430 : à partir d'un peu moins de 100 000 euros si vous vous contentez de palmes, ou plutôt 250 000 euros pour une voiture dans laquelle vous pouvez vous agiter. Pas étonnant que certains préparateurs proposent des kits de conversion !

Faire comme Porsche ?

Porsche, par exemple, propose toujours une boîte manuelle sur certains modèles GT pour plaire aux passionnés, après que la marque a malencontreusement créé une ruée en lançant la 911 R en 2016. Il s'agissait d'une 911 Type 991 dotée de la technologie de la GT3 et d'une boîte de vitesses manuelle. Cette édition spéciale a été immédiatement épuisée et vendue d'occasion pour quatre à cinq fois le prix neuf ! Depuis, on peut aussi passer soi-même les vitesses dans les GT3 et GT3 Touring « normales », au grand regret de ceux qui ont payé plus d'un million d'euros pour une 911 R...

Une suggestion de Sir Lewis

Il existe donc une demande pour une Ferrari moderne dotée d'une boîte de vitesses manuelle. Cette suggestion a été émise le mois dernier par Lewis Hamilton, qui défend les couleurs de la Scuderia en Formule 1 depuis cette



année. Il serait favorable à une interprétation moderne de l'emblématique F40, mais seulement si le modèle est équipé d'une boîte de vitesses manuelle. Sir Lewis a aussi été le premier à équiper sa Pagani Zonda 760 'LH' de trois pédales, une tendance immédiatement suivie par d'autres propriétaires de Zonda, qui ont renvoyé leur modèle à l'usine pour qu'il soit transformé.

C'est possible... mais seulement sur un Icona

Et aujourd'hui, Ferrari semble avoir entendu l'appel. Dans une interview accordée à Australian Carsales, Gianmaria Fulgenzi, responsable du développement chez Ferrari, a laissé entendre que « le changement de vitesse mécanique pourrait revenir à

l'avenir, en fonction du produit ». De quels produits s'agit-il ? « Ce sera probablement une voiture de la gamme Icona, parce que ce sont des voitures qui font référence à notre histoire, qui sont admirées et qui doivent être conduites d'une certaine manière. Pour l'instant, la gamme Icona se compose de modèles spéciaux limités comme les Ferrari Monza SP1 et SP2, et la Daytona SP3 que le Moniteur Automobile avait eu l'opportunité de tester. Tous ces modèles sont vendus à plusieurs millions d'euros. Une « F44 SP4 » avec des traits de la F40, alors ? C'est possible. La seule concession que les clients devront faire, selon Fulgenzi, est que le couple maximum sera limité afin de ne pas alourdir la pédale d'embrayage. Ah, si seulement...

Mots fléchés

Porte-bonheur Chien bête	Emplacement d'exposition	Insérés un carton	Peintre suisse	Prénom féminin Arrivée sur un satellite	Malko Lige, y travaille de temps en temps	Grand lac américain Unité de poids
					Atome Flatuosité	
Honteuse	Il peut-être noble	Deux unités différentes	Haussant Filet			
						Calcium Victoire impériale
Détritus Vélo				Duper	Mettre en doute Évêché normand	
		Chagriné Insectes				Canard nordique
Diminue	Elle peut-être flottante		Sucre simple		Exprime la nouveauté Train de banlieue	
			Épuiserai Cruauté			Raz inerte
Annonce publique	Plante crucifère Petit officier Épouse d'Athamas		Nom argotique			Affirme le oui Arbrisseau du Brésil
			Désert Propice		Rigolez Trois fois	
Durées Jeune			Il court toujours ? Flan breton			Petit technicien
		Orgueilleux		Monte	Saison estivale Alcaloïde	Imaginaires
Impôt insupportable pour certains	Rafraîchir un mur Croyance					Petite compagnie Continent
		Personnages joués au théâtre			Affluent du Rhin Dedans	Etablisses
Souverain	Valeur refuge Prédiction		Fixées Métamorphose			Dieu égyptien Tirets
		Grossesses Inerte				
Entente économique	Aurore Ville du Puy-de-Dôme			Département français	Longues périodes Vagabonda	
			Sot Perspective			Prénom arabe
Organisme sportif Couleur des blés		Lavabo Dette				Prénom personnel Paresseux
			Chiffre		Femelles de rongeur	
Révolte				Grande boîte en bois		

La Fed "absolument prête" à agir pour stabiliser les marchés si nécessaire

La réserve fédérale américaine (Fed) est "absolument prête" à agir pour stabiliser les marchés financiers si l'instabilité persiste, a assuré vendredi dans une interview au quotidien économique Financial Times l'une des responsables de la banque centrale, Susan Collins. Alors que les marchés obligataires et boursiers montrent des signes d'inquiétude depuis l'entrée en vigueur nouveaux des droits de douane, dits "réciproques", voulus par Donald Trump et l'escalade entre Washington et Pékin, une possible réaction de la Fed dépendra "des conditions que nous observerons", a précisé Mme Collins.



CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf arrive à Addis-Abeba en visite officielle

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, samedi, à Addis-Abeba pour une visite officielle en République démocratique fédérale d'Ethiopie, pays frère, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre d'Etat coprésidera avec son homologue éthiopien, M. Gedion Timothewos, les travaux de la 5e session de la commission mixte algéro-éthiopienne prévue dimanche, précise le communiqué. Cette session, qui permettra de "procéder à une évaluation globale des différents axes de la coopération bilatérale", sera "l'occasion d'enrichir le cadre juridique régissant les relations algéro-éthiopiennes et de définir de nouveaux objectifs et activités de coopération dans les domaines et secteurs prioritaires pour les deux pays", ajoute la même source. Par ailleurs, M. Attaf participera, mardi prochain au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, aux travaux de la 24e session extraordinaire du Conseil exécutif de cette organisation continentale, selon le communiqué, qui précise que cette session extraordinaire sera consacrée au parachèvement des élections concernant les sièges et postes vacants au niveau des organes de l'UA.

QUALIFIÉES DE PERLE INEXPLORÉE PAR LE JOURNAL BRITANNIQUE "THE SUN"

Les potentialités touristiques de l'Algérie mises en avant

Les potentialités touristiques riches et diversifiées de l'Algérie ont été mises en avant par le journal britannique "The Sun", la qualifiant de "perle inexploree" en passe de devenir une destination de choix pour les touristes britanniques. Dans un article intitulé "Perle inexploree", le journal "The Sun" met en lumière les richesses culturelles et naturelles de l'Algérie en tant que pays africain, relevant que ces atouts lui permettent d'être "sans conteste, la prochaine destination pour les touristes britanniques, d'autant plus qu'il est possible d'y accéder en seulement trois heures". Grâce à l'ouverture de vols directs reliant les deux pays, l'Algérie "attire de plus en plus l'attention des voyageurs internationaux, notamment britanniques", selon le journal. Rappelant le lancement de nouveaux vols entre l'aéroport de Stansted à Londres et Alger, le journal rapporte les propos du directeur de l'aéroport, M. Gareth Powell, qui a accueilli la compagnie Air Algérie, considérant cela comme un "véritable accomplissement". Le journal a invité les touristes à visiter l'Algérie afin de découvrir ses richesses culturelles et historiques, mettant en exergue ses bâtiments blanchis à la chaux de la Casbah, ses palais ottomans et ses sites historiques et archéologiques. Les visiteurs peuvent également profiter d'activités aussi riches que diversifiées, allant de la "randonnée à dos de chameau dans le Sahara" à la "baignade en mer Méditerranéenne" sans oublier la découverte du "canyon de Ghoufi", ajoute "The Sun". Le journal britannique a également mis en avant "les efforts déployés par l'Algérie pour attirer environ 12 millions de touristes d'ici 2030 afin de découvrir la beauté et la diversité du pays".

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA CYBERSÉCURITÉ AU PROFIT DES ÉLÈVES DU PRIMAIRE

Garantir un accès sûr à l'espace cybernétique

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé, samedi au Lycée Mohamed-Hadjeres à Mohammadia (Alger), une Journée d'information et de sensibilisation sur la cybersécurité au profit des élèves du cycle primaire. Cette Journée d'information organisée par l'Agence de la sécurité des systèmes d'information, en collaboration avec plusieurs secteurs, s'est déroulée en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, et du Directeur général de l'Agence, le Général Abdeslam Belghoul. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l'Education nationale a précisé que "cet événement consacré à un sujet très important en direction des élèves vise à protéger la génération montante des menaces cybernétiques et à la sensibiliser aux dangers de cet espace numérique". Il a mis en avant "la grande importance accordée par le secteur à l'ancrage de la culture de la cybersécurité et ses efforts pour l'intégrer dans les programmes scolaires, au regard du rôle désormais essentiel de la technologie dans l'acquisition des connaissances", d'où la nécessité, a-t-il dit, de "sécuriser son utili-

sation pour garantir à nos enfants un accès sûr à l'espace cybernétique". Le ministre a également souligné "l'importance de la création d'un contenu national capable de concurrencer les contenus étrangers", invitant les établissements nationaux à "adhérer à cette démarche visant à protéger notre société".

Pour sa part, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a insisté sur "la vigilance pour contrer les menaces cybernétiques", relevant l'engagement des start-up nationales à "acquiescer et maîtriser les dernières avancées technologiques pour relever les défis actuels et faire face aux risques potentiels". "Il existe un contenu alternatif développé par nos entreprises et nos jeunes, qui a besoin de notre confiance et de notre soutien pour qu'il puisse, progressivement, remplacer le contenu étranger qui est hors de contrôle et présente un risque pour nos enfants et notre avenir", a-t-il soutenu, faisant observer que "les start-up sont pleinement mobilisées pour accompagner cette initiative, en œuvrant à remplacer les plateformes mondiales dominantes par une plateforme algérienne garantissant un contenu conforme à nos traditions et à

même de protéger notre société". A cette occasion, le chargé d'information à l'Agence de la sécurité des systèmes d'information, le Lieutenant-colonel Nassim Boubertekh, a expliqué que cette Journée d'information "s'inscrit dans le cadre du plan d'action de l'agence relatif aux campagnes de sensibilisation destinées à l'ensemble des institutions et organismes étatiques, découlant de la Stratégie nationale de la sécurité des systèmes d'information, à laquelle les hautes autorités du pays et le haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) accordent un intérêt particulier".

Destinée aux élèves de cycle primaire, y compris ceux à besoins spécifiques, "cette manifestation vise à leur inculquer, dès le plus jeune âge, la culture de la cybersécurité et à les encourager à s'intéresser aux technologies numériques, en leur donnant un aperçu sur les spécialités qu'offre ce domaine et en les sensibilisant aux risques et menaces du cyberspace", a-t-il ajouté, annonçant "l'organisation, les 19 et 26 avril courant, de deux Journées d'information analogues au profit des cycles moyen et secondaire". Cette campagne de sensibilisation sera étendue à d'autres wilayas du pays.

EN PRÉVISION DE LA SAISON ESTIVALE 2025

Lancement de la formule «hébergement chez l'habitant» à Oran

La direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya d'Oran a annoncé le lancement de la formule "hébergement chez l'habitant", invitant les personnes souhaitant adhérer à cette initiative à se rapprocher des services compétents pour faire leur déclaration, conformément à la circulaire interministérielle datée du 16 juin 2012, qui encadre ce type de service. Dans un communiqué, la même instance a précisé que "la direction du Tourisme et de l'Artisanat

informe l'ensemble des citoyens et des citoyennes répondant aux conditions d'exploitation de la formule de l'hébergement chez l'habitant, telles que définies dans la circulation précitée, souhaitant y adhérer, de se présenter à leur commune pour déclarer l'hébergement auprès des services compétents de la commune où se situe le logement". Un reçu de dépôt leur sera remis mentionnant l'identité du déclarant, le lieu d'hébergement, le nombre de chambres louées, la

durée de la location et le nombre de personnes", est-il souligné dans le communiqué. Les citoyens intéressés peuvent également se rapprocher de la direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya d'Oran pour toute information relative à cette formule d'hébergement chez l'habitant, selon la même source, qui précise également que "cette formule ne constitue pas une charge supplémentaire pour les propriétaires-bailleurs, mais représente plutôt une incitation à

agir dans un cadre légal et organisé". La formule hébergement touristique chez l'habitant vise à renforcer la capacité d'accueil des infrastructures touristiques et à garantir des revenus supplémentaires aux propriétaires de logements. Elle concrétise l'importance accordée par les pouvoirs publics à l'activité touristique et répond à la demande croissante des touristes, durant les vacances et les périodes de repos, a-t-on expliqué de même source.

TIARET

Portes ouvertes sur l'Ecole des Cadets de la Nation «Chahid Ammar Mohamed»

L'Ecole des Cadets de la Nation "Chahid Ammar Mohamed" de Tiaret, relevant de la 2e Région Militaire, a organisé, samedi, une journée portes ouvertes, permettant aux visiteurs de découvrir le système de formation et les différentes activités de l'établissement. Le Commandant de l'école, le colonel Boucherka Tahar, a déclaré lors de la cérémonie d'ouverture, présidée par le colonel Boulekheras Seddaoui, chef du secteur militaire de Tiaret, que "ces portes ouvertes s'inscrivent dans le cadre des orientations du Haut

commandement de l'Armée nationale populaire, visant à ouvrir l'établissement au public pour faire connaître ses compétences humaines, ses capacités d'organisation et ses composantes". Les visiteurs ont pu suivre un documentaire qui dépeint la vie quotidienne des cadets, ainsi que leur mode d'enseignement. Ils ont également eu l'occasion de découvrir de près les activités de l'école, à travers une visite guidée de ses différentes structures, notamment les salles de classe, laboratoires, bibliothèque, musée, en plus d'une exposition des ac-

tivités artistiques et des installations sportives. Les activités se sont clôturées par une exhibition sportive, brillamment exécutée par un groupe de cadets dans différentes disciplines de combat, telles que le judo, le karaté et la boxe. A noter que l'Ecole des Cadets de la Nation "Ammar Mohamed" de Tiaret a été créée en vertu du décret présidentiel N 15-314 du 9 décembre 2015. Elle a accueilli sa première promotion de cadets, du niveau de première année moyenne, lors de l'année scolaire 2016/2017.